

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/N/1/PHL/2  
9 juillet 2001

(01-3390)

---

Comité des sauvegardes

Original: anglais

## NOTIFICATION DES LOIS, RÉGLEMENTATIONS ET PROCÉDURES ADMINISTRATIVES RELATIVES AUX MESURES DE SAUVEGARDE

PHILIPPINES

La Mission permanente des Philippines a fait parvenir la communication suivante, datée du 29 juin 2001.

\_\_\_\_\_

En conformité avec l'article 12:6 de l'Accord sur les sauvegardes, j'ai l'honneur de notifier la Loi n° 8800 de la République des Philippines, intitulée "Loi sur les mesures de sauvegarde", ainsi que ses règles et règlements d'application figurant dans le Décret administratif conjoint n° 03 (2000).

**LOI DE LA RÉPUBLIQUE N° 8800**

S. n° 2033

H. n° 7613

**République des Philippines  
Congrès des Philippines  
Communauté urbaine de Manille**

Onzième Congrès  
Troisième session spéciale

Commencée et tenue dans la Communauté urbaine de Manille, le lundi dix-sept juillet deux mille.

---ooo0ooo---

**LOI PROTÉGEANT LES INDUSTRIES LOCALES PAR L'ADOPTION DE MESURES DE SAUVEGARDE QUI SERONT APPLIQUÉES EN RÉPONSE À UN ACCROISSEMENT DES IMPORTATIONS ET PRÉVOYANT DES PEINES POUR LES CONTRAVENTIONS À TELLES MESURES.**

Le Sénat et la Chambre des représentants des  
Philippines, réunis en Congrès, édictent:

**CHAPITRE 1**

**DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

ARTICLE 1. Titre abrégé. – La présente Loi est désignée "Loi sur les mesures de sauvegarde".

ARTICLE 2. Déclaration de principe. – L'État défend la compétitivité des branches de production nationales et des producteurs nationaux en se fondant sur de saines politiques de développement industriel et agricole et sur le bon emploi des ressources humaines, naturelles et techniques. Pour atteindre cet objectif, et dans l'intérêt public, l'État applique des mesures de sauvegarde destinées à protéger les branches de production nationales et les producteurs nationaux contre l'accroissement des importations qui leur causent ou qui menacent de leur causer un dommage grave.

ARTICLE 3. Champ d'application. – La présente Loi s'applique aux produits importés aux Philippines, quelle que soit leur provenance.

ARTICLE 4. Définitions. – Pour l'application de la présente Loi, les mots et expressions suivants sont définis ainsi:

- a) "produit agricole" désigne une marchandise spécifique selon les chapitres 1 à 24 du Système harmonisé (SH) de classification des marchandises, utilisé dans le Code tarifaire et douanier des Philippines;
- b) "Commission" désigne la Commission tarifaire;

- c) "consommateurs" désigne les personnes physiques ou organisations de consommateurs qui sont des acheteurs, locataires ou bénéficiaires ou d'éventuels acheteurs, locataires ou bénéficiaires de produits de consommation, de services ou de crédit;
- d) "circonstances critiques" désigne des circonstances où il existe des indices clairs qu'un accroissement des importations, en termes absolus ou par rapport à la production nationale, est une cause substantielle de dommage grave ou de menace de dommage grave à la branche de production nationale et qu'un retard dans l'introduction de mesures selon la présente Loi causerait à la branche de production un tort qu'il serait difficile de réparer;
- e) "produit directement concurrent" désigne un produit d'origine nationale pouvant constituer un substitut;
- f) "branche de production nationale" s'entend de l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires ou directement concurrents fabriqués ou produits aux Philippines, ou de ceux dont les productions additionnées de produits similaires ou directement concurrents constituent une proportion majeure de la production totale de ces produits;
- g) "parties intéressées" comprend les producteurs nationaux, les consommateurs, les importateurs et les exportateurs des produits considérés;
- h) "produit similaire" désigne un produit national qui est identique, c'est-à-dire semblable en tous points au produit importé considéré ou, en l'absence d'un tel produit, un autre produit national qui, bien que non semblable en tous points, présente des caractéristiques qui se rapprochent étroitement de celles du produit importé considéré;
- i) "possibilité d'accès au marché" désigne le pourcentage du volume annuel total des importations d'un produit agricole par rapport au volume total correspondant de la consommation nationale dudit produit dans le pays au cours des trois (3) années immédiatement précédentes pour lesquelles il existe des données;
- j) "volume d'accès minimal (VAM)" désigne la quantité des importations d'un produit agricole dont l'importation dans le pays est autorisée moyennant un droit de douane inférieur au droit de douane hors contingent;
- k) "ajustement positif aux importations concurrentes" s'entend de la capacité de la branche de production nationale de soutenir la concurrence des importations après la suppression d'une mesure de sauvegarde, ou du transfert ordonné de ressources vers d'autres emplois productifs; et s'entend de la transition ordonnée des travailleurs déplacés de la branche de production vers d'autres activités productives;
- l) "différence de prix" désigne le montant obtenu par soustraction du prix d'importation c.a.f. du prix d'intervention;
- m) "produit" désigne un article, une marchandise ou un bien;
- n) "Secrétaire" désigne soit le Secrétaire du Ministère du commerce et de l'industrie, dans le cas des produits non agricoles, soit le Secrétaire du Ministère de l'agriculture, dans le cas des produits agricoles;

- o) "dommage grave" s'entend d'une dégradation notable de la situation d'une branche de production nationale après évaluation, par les autorités compétentes, de tous les facteurs pertinents de nature objective et quantifiable qui influent sur la situation de cette branche, en particulier, le rythme d'accroissement des importations du produit considéré et leur accroissement en volume, en termes absolus et relatifs, la part du marché intérieur absorbée par les importations accrues, les variations du niveau des ventes, la production, la productivité, l'utilisation de la capacité, les profits et pertes et l'emploi;
- p) "cause substantielle" s'entend d'une cause qui est importante, sans l'être moins qu'une autre cause;
- q) "menace de dommage grave" s'entend de l'imminence d'un dommage grave;
- r) "prix d'intervention" désigne le prix de référence servant à l'application de la mesure de sauvegarde spéciale; et
- s) "volume d'intervention" désigne le volume de référence servant à l'application de la mesure de sauvegarde spéciale.

## **CHAPITRE II**

### **MESURE DE SAUVEGARDE GÉNÉRALE**

ARTICLE 5. Conditions d'application des mesures de sauvegarde générales. – Le Secrétaire applique une mesure de sauvegarde générale après que la Commission a déterminé à titre définitif qu'un produit est importé en des quantités accrues, que ce soit en termes absolus ou relatifs par rapport à la production nationale, au point de constituer une cause substantielle de dommage grave ou de menace de dommage grave à la branche de production nationale; toutefois, dans le cas des produits non agricoles, le Secrétaire établit d'abord que l'application de telles mesures de sauvegarde sera conforme à l'intérêt public.

ARTICLE 6. Introduction de procédures en vue d'une mesure de sauvegarde générale. – Toute personne, physique ou morale, appartenant à une branche de production nationale ou représentant une telle branche peut déposer auprès du Secrétaire une requête vérifiée demandant que des mesures soient prises pour réparer le dommage grave causé à la branche de production nationale par l'accroissement des importations du produit considéré, ou pour empêcher la menace d'un tel dommage.

La requête comprend une preuve documentaire attestant les faits qui sont essentiels pour établir:

- 1) un accroissement des importations de produits similaires ou directement concurrents;
- 2) l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave à la branche de production nationale; et
- 3) le lien de causalité entre l'accroissement des importations du produit considéré et le dommage grave ou la menace de dommage grave.

Le Secrétaire examine, dans un délai de cinq (5) jours après avoir reçu la requête, l'exactitude et la pertinence des preuves accompagnant la requête, afin de déterminer s'il existe des indices clairs pouvant justifier l'ouverture d'une enquête préliminaire.

Le Secrétaire peut aussi engager des procédures à la demande du Président; ou sur résolution du Comité sénatorial sur l'agriculture, ou du Comité de la Chambre ou du Sénat sur le commerce.

En l'absence d'une telle requête, le Secrétaire peut, de son propre chef, ouvrir une enquête préliminaire en matière de sauvegarde s'il y a lieu de croire que l'accroissement des importations du produit considéré constitue une cause substantielle de dommage grave ou de menace de dommage grave à la branche de production nationale.

Le Secrétaire peut, à toute étape de la procédure de sauvegarde, apporter aux producteurs nationaux concernés et à leurs organisations une aide juridique, technique ou autre.

ARTICLE 7. Détermination préliminaire. – Au plus tard trente (30) jours après avoir reçu la requête ou après avoir ouvert de son propre chef l'enquête préliminaire en matière de sauvegarde, le Secrétaire détermine à titre préliminaire, sur la base des éléments de preuve et des exposés des parties intéressées, que l'accroissement des importations du produit considéré constitue une cause substantielle de dommage grave ou de menace de dommage grave à la branche de production nationale. Au cours de l'enquête préliminaire, le Secrétaire signifie un avis d'enquête aux parties intéressées et leur demande de produire leurs réponses dans un délai de cinq (5) jours après réception de l'avis. L'avis sera réputé reçu dans un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la date d'envoi au défendeur ou au représentant diplomatique compétent du pays d'exportation ou d'origine du produit importé considéré.

Si les renseignements ne sont pas fournis dans le délai ci-dessus fixé par le Secrétaire ou si l'enquête est notablement entravée, la décision sera fondée sur les faits révélés par la preuve disponible.

Si le Secrétaire détermine à titre préliminaire que l'accroissement des importations du produit considéré est une cause substantielle de dommage grave ou de menace de dommage grave à la branche de production nationale, le Secrétaire communique sans délai ses dossiers à la Commission pour enquête formelle immédiate.

ARTICLE 8. Mesures provisoires. – Dans les circonstances critiques où un retard causerait un tort qu'il serait difficile de réparer, et suite à une détermination préliminaire selon laquelle l'accroissement des importations est une cause substantielle de dommage grave ou de menace de dommage grave à la branche de production nationale, le Secrétaire délivre immédiatement au Commissaire des douanes, par l'entremise du Secrétaire aux Finances, une directive écrite autorisant l'imposition d'une mesure de sauvegarde générale provisoire.

Cette mesure prend la forme d'une majoration des droits de douane, soit *ad valorem* soit spécifiques, ou les deux, majoration qui sera payée au moyen d'une garantie en espèces fixée à un niveau suffisant pour réparer le dommage subi par la branche de production nationale, ou pour empêcher ce dommage. *Toutefois*, dans le cas de produits agricoles pour lesquels la majoration des droits de douane pourrait ne pas suffire à réparer ou empêcher le dommage grave au producteur national ou aux producteurs nationaux, une restriction quantitative peut être fixée. La garantie en espèces est déposée auprès d'une banque de dépôt de l'État et elle est conservée en fidéicommis pour l'importateur qui a constitué la garantie. La durée de la mesure provisoire ne peut pas dépasser deux cents (200) jours à compter de la date d'imposition, période au cours de laquelle il sera satisfait aux prescriptions des articles suivants de la présente Loi portant sur l'ouverture d'une enquête formelle, la notification et les consultations; sous réserve que la durée de toute mesure provisoire sera

comptée pour une partie de la période initiale, et de toute prorogation, de l'imposition de la mesure de sauvegarde générale définitive.

Si la mesure de sauvegarde provisoire prend la forme d'une majoration des droits de douane, cette majoration n'est pas soumise ou limitée aux niveaux maximaux de droits de douane indiqués à l'article 401 a) du Code tarifaire et douanier des Philippines.

ARTICLE 9. Enquête formelle. – Dans un délai de cinq (5) jours ouvrables après réception de la demande du Secrétaire, la Commission publie l'avis de l'ouverture de l'enquête, et tient des auditions publiques auxquelles les parties intéressées et les consommateurs peuvent assister et durant lesquelles ils peuvent présenter des éléments de preuve, répondre aux exposés des autres parties et consommateurs et généralement être entendus. Les preuves et les arguments se rapportant à l'importation de l'article en question sont communiqués à la Commission dans un délai de quinze (15) jours après que la Commission a ouvert l'enquête.

La Commission termine son enquête et présente son rapport au Secrétaire dans un délai de cent vingt (120) jours civils après que le Secrétaire lui a renvoyé l'affaire, sauf si le Secrétaire certifie que l'affaire est urgente, auquel cas la Commission effectue l'enquête et présente le rapport au Secrétaire dans un délai de soixante (60) jours.

ARTICLE 10. Examen des preuves. – La Commission met à la disposition des parties intéressées, pour examen, des exemplaires de toutes les preuves produites au plus tard à la date limite applicable; toutefois, tout renseignement qui est de nature confidentielle ou qui est fourni à titre confidentiel est soustrait, sous réserve de justifications, à la divulgation, sauf autorisation de la partie qui l'a fourni. Les parties qui fournissent des renseignements confidentiels peuvent être priées d'en donner un résumé non confidentiel ou, si elles indiquent que ces renseignements ne peuvent pas être résumés, d'exposer les raisons pour lesquelles un résumé ne peut pas être fourni; toutefois, si la Commission juge qu'une demande de traitement confidentiel n'est pas justifiée et si la partie concernée n'est pas disposée à rendre les renseignements publics ou à autoriser leur divulgation en termes généraux ou sous forme de résumé, la Commission peut ne pas tenir compte des renseignements en question sauf s'il peut lui être démontré de manière convaincante, de sources appropriées, que les renseignements sont corrects.

ARTICLE 11. Plan d'ajustement. – Au cours de son enquête, la Commission signifie un avis suffisant aux représentants de la branche de production nationale concernée ou des autres parties concernées, pour qu'ils proposent un plan d'ajustement aux importations concurrentes, dans un délai de quarante-cinq (45) jours après réception de l'avis, sauf si le Secrétaire certifie que l'enquête est urgente, auquel cas le plan doit être proposé dans un délai de trente (30) jours.

Si la Commission détermine qu'il existe un dommage ou une menace de dommage, des engagements individuels concernant les mesures que les personnes et entités concernées entendent prendre pour faciliter un ajustement positif aux importations concurrentes sont présentés à la Commission a) par toute entreprise de la branche de production nationale, b) par tout syndicat accrédité ou reconnu, ou groupe de travailleurs accrédité ou reconnu, de la branche de production nationale, c) par toute collectivité locale, d) par toute association industrielle représentant la branche de production nationale, ou e) par toute autre personne ou groupe de personnes.

ARTICLE 12. Détermination de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave. – Lorsqu'elle détermine que l'accroissement des importations du produit considéré cause ou menace de causer un dommage grave à une branche de production nationale qui fabrique des produits similaires ou des produits directement concurrents, la Commission tient compte de tous les facteurs pertinents qui influent sur la situation de cette branche. Ces facteurs comprennent en particulier le rythme d'accroissement des importations du produit considéré et leur accroissement en

volume, en termes absolus et relatifs, la part du marché intérieur absorbée par les importations accrues, les variations du niveau des ventes, la production, la productivité, l'utilisation de la capacité, les profits et pertes et l'emploi.

Cette détermination ne peut intervenir à moins que l'enquête ne démontre, sur la base d'éléments de preuve objectifs, l'existence du lien de causalité entre l'accroissement des importations du produit considéré et le dommage grave ou la menace de dommage grave à la branche de production nationale. Lorsque des facteurs autres qu'un accroissement des importations causent un dommage, ce dommage ne peut être imputé à un accroissement des importations.

ARTICLE 13. Adoption de mesures définitives. – Après détermination positive, la Commission recommande au Secrétaire une mesure définitive appropriée, qui prend l'une des formes suivantes:

- a) la majoration du droit de douane appliqué au produit importé, ou l'imposition d'un tel droit de douane;
- b) la diminution du contingent tarifaire appliqué au produit, ou l'imposition d'un tel contingent;
- c) la modification ou l'imposition d'une restriction quantitative sur l'importation du produit aux Philippines;
- d) une ou plusieurs mesures requises d'ajustement, y compris l'application d'une aide à l'ajustement commercial;
- e) une combinaison des mesures décrites aux sous-alinéas a) à d).

La Commission peut également recommander d'autres mesures, notamment le lancement de négociations internationales en vue d'éliminer la cause fondamentale de l'accroissement des importations du produit, d'alléger le dommage ou la menace de dommage à la branche de production nationale et de faciliter l'ajustement positif aux importations concurrentes.

La mesure de sauvegarde générale est limitée à l'étendue nécessaire pour réparer ou empêcher le dommage et pour faciliter l'ajustement de la branche de production nationale aux effets préjudiciables directement attribués à l'accroissement des importations; sous réserve que, si des restrictions quantitatives à l'importation sont utilisées, de telles mesures ne peuvent ramener les quantités importées au-dessous des importations moyennes des trois (3) dernières années représentatives, sauf s'il est clairement démontré qu'un niveau différent est nécessaire pour empêcher ou réparer un dommage grave.

Une mesure de sauvegarde générale ne peut être appliquée à l'égard d'un produit originaire d'un pays en développement si sa part des importations totales du produit considéré est inférieure à trois pour cent (3%), à condition toutefois que les pays en développement dont la part est inférieure à trois pour cent (3%) ne contribuent pas collectivement pour plus de neuf pour cent (9%) aux importations totales.

La décision imposant une mesure de sauvegarde générale dont la durée dépasse un (1) an est examinée à intervalles réguliers aux fins d'assouplir ou de réduire son intensité. La branche de production bénéficiant de l'application d'une mesure de sauvegarde générale doit faire état d'un ajustement positif à l'intérieur de la période admissible. Il est mis fin à une mesure de sauvegarde générale lorsque la branche de production qui en bénéficie ne peut faire état d'aucune amélioration, selon l'appréciation du Secrétaire.

Dans un délai de quinze (15) jours après avoir reçu le rapport, le Secrétaire délivre aux chefs des organismes publics concernés une directive écrite leur ordonnant d'appliquer la mesure de sauvegarde générale appropriée que détermine le Secrétaire.

Si la détermination finale est négative, ou si la garantie en espèces dépasse le droit définitif fixé à titre de sauvegarde, le Secrétaire délivre immédiatement au Commissaire des douanes, par l'entremise du Secrétaire aux Finances, dans un délai de dix (10) jours après la date de la détermination finale, une directive écrite autorisant le retour de la garantie en espèces, ou de son reliquat selon le cas, perçu antérieurement à titre de mesure de sauvegarde générale provisoire; toutefois, le gouvernement n'est redevable d'aucun intérêt sur la somme à retourner. Le Secrétaire ne peut, pendant un (1) an après la date d'une détermination négative, accepter pour examen une autre requête venant de la même branche de production, et portant sur les mêmes importations du produit considéré.

Si la mesure de sauvegarde définitive prend la forme d'une majoration des droits de douane, cette majoration n'est pas soumise ou limitée aux niveaux maximaux de droits de douane indiqués à l'article 401 a) du Code tarifaire et douanier des Philippines.

ARTICLE 14. Contenu du rapport de la Commission. – Eu égard à ses conclusions, la Commission présente au Secrétaire: a) le rapport d'enquête; b) les recommandations proposées; c) un double du plan d'ajustement présenté; et d) les engagements de la branche de production nationale de faciliter un ajustement positif aux importations concurrentes.

Le rapport comprend aussi une description des effets à court terme et à long terme de la recommandation positive ou négative, selon le cas, sur le requérant, sur les branches de production nationales, sur les consommateurs, sur les travailleurs et sur les collectivités où se trouvent les installations de production de telles branches.

Après avoir communiqué le rapport au Secrétaire, la Commission le diffuse dans le public à l'exception des renseignements confidentiels obtenus en vertu de l'article 10, et elle en publie un résumé dans deux (2) journaux à grand tirage.

ARTICLE 15. Limites de durée des mesures. – La durée de mesures prises en vertu des dispositions de la présente Loi relatives aux mesures de sauvegarde générale ne peut dépasser quatre (4) ans. Cette durée comprend la période, le cas échéant, au cours de laquelle une mesure de sauvegarde provisoire selon l'article 8 était en vigueur.

La durée effective d'une mesure de sauvegarde, y compris de ses prorogations selon l'article 19, ne peut au total dépasser dix (10) ans.

- 1) Tout droit additionnel, ou tout droit imposé en vertu du présent article, peut être spécifique et/ou *ad valorem*. Il est fixé au montant nécessaire pour empêcher ou réparer le dommage à la branche de production nationale;
- 2) Si une restriction quantitative est utilisée, cette mesure ne peut ramener les quantités importées au-dessous du niveau d'une période récente, c'est-à-dire au-dessous des importations moyennes des trois (3) dernières années représentatives pour lesquelles il existe des statistiques, sauf s'il est clairement démontré qu'un niveau différent est nécessaire pour empêcher ou réparer le dommage grave;



- 3) Une mesure décrite à l'article 13 a), b) ou c) dont la durée effective dépasse un (1) an est éliminée graduellement à intervalles réguliers au cours de la période durant laquelle elle est en vigueur;
- 4) Pendant une période de deux (2) ans après l'expiration de la mesure, le Secrétaire ne peut accepter aucune autre requête portant sur le même produit; toutefois, une mesure de sauvegarde qui a une durée maximale de cent quatre-vingt (180) jours peut être appliquée de nouveau au même produit:
  - i) si un (1) an au moins s'est écoulé depuis la date d'introduction de la mesure de sauvegarde; et
  - ii) si une telle mesure n'a pas été appliquée au même produit plus de deux fois au cours de la période de cinq (5) ans ayant précédé immédiatement la date d'introduction de la mesure.

ARTICLE 16. Suivi. – Tant qu'une mesure prise en vertu de l'article 13 conserve son effet, la Commission suit les événements se rapportant à la branche de production nationale, notamment les progrès et les efforts accomplis par les travailleurs et les entreprises de la branche de production nationale en vue de procéder à un ajustement positif aux importations concurrentes.

- 1) Si la durée initiale d'une mesure prise en vertu de l'article 13 dépasse trois (3) ans, ou si une prorogation de cette mesure dépasse trois (3) ans, la Commission présente au Secrétaire un rapport sur les résultats du suivi, au plus tard à la date qui est à mi-chemin de la durée initiale, et de chaque prorogation, au cours de laquelle la mesure est en vigueur.
- 2) Pour la préparation de chaque rapport de suivi, la Commission tient une audition à laquelle les parties intéressées ont une possibilité raisonnable d'assister et au cours de laquelle elles peuvent présenter des éléments de preuve et se faire entendre.

ARTICLE 17. Avis de mesure de sauvegarde générale. – Le Secrétaire informe le Comité des sauvegardes de l'Organisation mondiale du commerce:

- a) de sa décision d'engager des procédures se rapportant au dommage grave ou à la menace de dommage grave, et des motifs de cette décision;
- b) de sa décision d'introduire une mesure de sauvegarde générale provisoire à la suite d'une détermination préliminaire positive; et
- c) de sa décision d'appliquer ou de proroger une mesure de sauvegarde générale définitive à la suite d'une détermination finale positive.

ARTICLE 18. Réduction, modification et suppression d'une mesure. – Une mesure prise en vertu de l'article 13 peut être réduite, modifiée ou supprimée par le Secrétaire dans les seuls cas suivants:

- a) eu égard aux résultats du suivi indiqués dans le rapport présenté par la Commission en vertu de l'article 16, le Secrétaire juge que:
  - i) la branche de production nationale ne s'est pas suffisamment appliquée à effectuer un ajustement positif aux importations concurrentes; et

- ii) l'évolution de la conjoncture a réduit l'efficacité de la mesure prise en vertu de l'article 13;
- b) la majorité des représentants de la branche de production nationale présentent au Secrétaire, au moins un (1) an avant l'expiration, une requête demandant telle réduction, modification ou suppression, au motif que la branche de production nationale a effectué un ajustement positif aux importations concurrentes.

Si la réduction, la modification ou la suppression est demandée pour une mesure qui a été appliquée pendant trois (3) ans ou moins, la branche de production requérante présente sa demande au Secrétaire. Le Secrétaire transmet la demande à la Commission, qui effectue une enquête en suivant les procédures prévues par l'article 9, enquête qui doit être achevée dans un délai de soixante (60) jours à compter de la réception de la demande. La Commission présente un rapport au Secrétaire, qui prend alors une mesure après avoir pris en considération les conditions prévues par l'article 16 1) et 2), au plus tard trente (30) jours après la réception du rapport de la Commission.

**ARTICLE 19. Prorogation et nouvelle application d'une mesure de sauvegarde.**

- 1) Sous réserve de l'examen prévu par l'article 16, une prorogation de la mesure peut être demandée par le requérant si elle continue d'être nécessaire pour empêcher ou réparer le dommage grave et s'il y a lieu de croire que la branche de production nationale effectue un ajustement positif aux importations concurrentes.
- 2) Le requérant peut, au moins quatre-vingt-dix (90) jours avant l'expiration de la mesure, demander au Secrétaire d'en proroger la durée, en invoquant des motifs concrets à l'appui de cette demande et en présentant une description des ajustements effectués par la branche de production et du plan futur de la branche de production. Le Secrétaire transmet immédiatement la demande à la Commission. À la suite des procédures prévues par l'article 9, la Commission présente alors un rapport au Secrétaire, au plus tard soixante (60) jours après avoir reçu la demande. Dans un délai de sept (7) jours après avoir reçu le rapport, le Secrétaire prend une ordonnance qui accepte ou rejette la requête. Si une prorogation est accordée, elle doit être plus libérale que la mesure initiale.

**ARTICLE 20. Évaluation de l'efficacité d'une mesure.** – Après la suppression d'une mesure selon l'article 13, la Commission évalue l'efficacité des moyens pris par la branche de production nationale en vue de faciliter un ajustement positif aux importations concurrentes.

La Commission tient une audition publique sur l'efficacité de la mesure, au cours de laquelle toutes les parties intéressées ont la possibilité de présenter des éléments de preuve ou des témoignages.

### **CHAPITRE III**

#### **MESURES DE SAUVEGARDE SPÉCIALE POUR LES PRODUITS AGRICOLES**

**ARTICLE 21. Pouvoir d'imposer la mesure de sauvegarde spéciale.** – Le Secrétaire à l'agriculture prend un décret ministériel demandant au Commissaire des douanes, par l'entremise du Secrétaire aux Finances, d'imposer un droit additionnel spécial de sauvegarde sur un produit agricole, en conformité avec les obligations conventionnelles internationales des Philippines, si:

- a) soit le volume cumulatif des importations du produit au cours d'une année donnée dépasse son volume d'intervention, sous réserve des conditions énoncées à l'article 23 de la présente Loi,
- b) soit le prix effectif d'importation c.a.f. du produit est inférieur à son prix d'intervention, sous réserve des conditions énoncées à l'article 24 de la présente Loi.

ARTICLE 22. Introduction de procédures en vue d'une mesure de sauvegarde spéciale.

- Toute personne, physique ou morale, peut demander au Secrétaire de vérifier si un droit spécial de sauvegarde peut être imposé à un produit donné, sous réserve des conditions énoncées à l'article 21 de la présente Loi. La demande doit comprendre des données propres à démontrer que le volume des importations d'un produit donné a dépassé son volume d'intervention ou que le prix d'importation c.a.f. d'un produit donné est tombé en deçà de son prix d'intervention. Le Secrétaire présente une conclusion dans un délai de cinq (5) jours ouvrables après avoir reçu la demande.

Le Secrétaire peut, de sa propre initiative, imposer une mesure de sauvegarde spéciale après qu'ont été remplies les conditions d'imposition de la mesure qui sont énoncées dans le présent chapitre.

ARTICLE 23. Détermination du droit spécial de sauvegarde selon le critère de volume. – Le droit spécial de sauvegarde dont l'imposition est autorisée au titre du critère de volume conformément à l'article 21 a) de la présente Loi est déterminé comme il suit:

- a) Le volume d'intervention mentionné à l'article 21 a) de la présente Loi est le montant obtenu lorsque la variation du volume de la consommation intérieure annuelle du produit agricole considéré, au cours des deux (2) années précédentes pour lesquelles il existe des données, est ajouté à:
  - i) cent vingt-cinq pour cent (125%) du volume annuel moyen des importations du produit agricole considéré, sur les trois (3) années immédiatement précédentes pour lesquelles il existe des données, ci-après appelé le volume moyen d'importation, si la possibilité d'accès au marché est d'au plus dix pour cent (10%); ou
  - ii) cent dix pour cent (110%) du volume annuel moyen d'importation, si la possibilité d'accès au marché dépasse dix pour cent (10%) sans être supérieur à trente pour cent (30%); ou
  - iii) cent cinq pour cent (105%) du volume annuel moyen d'importation, si la possibilité d'accès au marché dépasse trente pour cent (30%).

Toutefois, si la variation du volume de la consommation intérieure mentionnée ci-dessus n'est pas prise en considération dans le calcul du volume d'intervention, le volume d'intervention est égal à cent vingt-cinq pour cent (125%) du volume moyen d'importation des trois (3) années immédiatement précédentes pour lesquelles il existe des données, sauf s'il est clairement démontré qu'un niveau différent est nécessaire pour empêcher ou réparer le dommage grave; et à condition par ailleurs que le volume d'intervention représente au moins cent cinq pour cent (105%) des importations moyennes du produit agricole considéré.

- b) Le droit spécial de sauvegarde à imposer sous réserve des conditions énoncées au titre du critère de volume est opportunément fixé à un niveau ne dépassant pas un tiers du droit de douane hors contingent applicable au produit agricole considéré, dans l'année où il est imposé; sous réserve que ce droit n'est appliqué que jusqu'à la fin de l'année

au cours de laquelle il est imposé; sous réserve également que ce droit peut être réduit ou supprimé dans des cas spéciaux, par exemple lorsqu'il y a pénurie d'un produit agricole donné, selon l'appréciation du Secrétaire.

- c) Les volumes en transit des importations du produit agricole concerné au moment où le droit spécial de sauvegarde est imposé sont dispensés du droit additionnel. Toutefois, ces volumes sont comptés dans le calcul du volume cumulatif des importations dudit produit agricole pour l'année suivante.

ARTICLE 24. Détermination du droit spécial de sauvegarde selon le critère de prix. – Le droit additionnel dont l'imposition est autorisée au titre du critère de prix conformément à l'article 21 b) de la présente Loi est déterminé comme il suit:

- a) le prix d'intervention mentionné à l'article 21 b) de la présente Loi est le prix effectif moyen d'importation c.a.f. ou le prix de référence applicable du produit agricole considéré, de 1986 à 1988, à moins qu'il ne soit clairement démontré qu'un prix de référence différent est nécessaire pour empêcher ou réparer le dommage grave. Le Secrétaire publie la liste des prix d'intervention correspondant à chacun des produits agricoles visés par la présente Loi, après avoir tenu des audiences publiques sur le sujet; et
- b) le droit spécial de sauvegarde à imposer sous réserve des conditions énoncées à l'article 21 b) de la présente Loi est calculé comme il suit:
  - i) zéro, si la différence de prix ne dépasse pas dix pour cent (10%) du prix d'intervention; ou
  - ii) trente pour cent (30%) du montant par lequel la différence de prix dépasse dix pour cent (10%) du prix d'intervention, si ladite différence dépasse dix pour cent (10%), mais ne dépasse pas quarante pour cent (40%), du prix d'intervention; ou
  - iii) cinquante pour cent (50%) du montant par lequel la différence de prix dépasse quarante pour cent (40%) du prix d'intervention, plus le droit additionnel imposé en vertu de l'article 24 b) ii), si ladite différence dépasse quarante pour cent (40%), mais ne dépasse pas soixante pour cent (60%), du prix d'intervention; ou
  - iv) soixante-dix pour cent (70%) du montant par lequel la différence de prix dépasse soixante pour cent (60%) du prix d'intervention, plus les droits additionnels imposés en vertu des articles 24 b) ii) et 24 b) iii), si ladite différence dépasse soixante pour cent (60%), mais ne dépasse pas soixante-quinze pour cent (75%), du prix d'intervention; ou
  - v) quatre-vingt-dix pour cent (90%) du montant par lequel la différence de prix dépasse soixante-quinze pour cent (75%) du prix d'intervention; plus les droits additionnels imposés en vertu des articles 24 b) ii), 24 b) iii) et 24 b) iv), si ladite différence dépasse soixante-quinze pour cent (75%) du prix d'intervention.

Dans la mesure du possible, une mesure de sauvegarde spéciale déterminée en vertu des dispositions du présent article ne peut être appliquée lorsque le volume du produit agricole importé considéré est en baisse.

ARTICLE 25. Produits agricoles sujets à des engagements en matière de volume d'accès minimal. – Le droit spécial de sauvegarde ne s'applique pas aux volumes du produit agricole importé considéré qui sont introduits dans le pays en vertu du mécanisme du volume d'accès minimal; sous réserve que ces volumes doivent être inclus dans le calcul du volume cumulatif des importations dudit produit agricole conformément à l'article 21 a) de la présente Loi.

ARTICLE 26. Produits agricoles périssables et saisonniers. – Des périodes plus courtes et des prix de référence différents peuvent être utilisés dans la détermination de la mesure de sauvegarde spéciale applicable, compte tenu des caractéristiques spéciales des importations de produits agricoles périssables ou saisonniers.

ARTICLE 27. Avis de mesure de sauvegarde spéciale. – Le Secrétaire veille à la transparence de l'administration de la mesure de sauvegarde en signifiant un avis écrit au Comité de l'agriculture de l'OMC, à l'avance dans la mesure du possible, mais en tout état de cause dans un délai de dix (10) jours à compter de la mise en application de telle mesure; sous réserve que, pour les produits agricoles périssables ou saisonniers, la notification est effectuée à compter de la première mesure d'une période quelconque.

L'avis indique les données pertinentes ou, selon ce qui peut être jugé nécessaire, les renseignements et les méthodes utilisés dans les cas où les variations des volumes de consommation doivent être attribuées à des lignes tarifaires individuelles sujettes à des mesures selon le chapitre III de la présente Loi.

Lorsqu'une mesure de sauvegarde spéciale est prise en vertu des dispositions de la présente Loi, le Secrétaire consulte les membres intéressés de l'OMC et communique tous les renseignements utiles concernant les conditions d'application de telle mesure.

ARTICLE 28. Durée des mesures de sauvegarde spéciale. – Les mesures de sauvegarde spéciale visant des produits agricoles cessent d'avoir effet avec la réforme de l'agriculture selon ce qui sera déterminé au sein de l'OMC.

Par la suite, le recours aux mesures de sauvegarde est subordonné aux dispositions relatives aux mesures de sauvegarde générale prévues dans le chapitre II de la présente Loi.

## **CHAPITRE IV**

### **DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ARTICLE 29. Révision judiciaire.- Toute partie intéressée qui est préjudiciée par la décision du Secrétaire portant sur l'imposition d'une mesure de sauvegarde peut déposer auprès de la Cour d'appel des impôts une requête en révision de cette décision, dans un délai de trente (30) jours après qu'elle lui a été signifiée; sous réserve que le dépôt de cette requête en révision ne peut en aucun cas interrompre, suspendre ou annuler l'imposition ou la perception des droits tarifaires applicables, ou l'adoption d'autres mesures de sauvegarde nécessaires, selon le cas.

La requête en révision doit respecter les mêmes exigences, suivre les mêmes règles de procédure et être sujette aux mêmes dispositions que tout appel interjeté à la Cour d'appel à l'encontre d'une décision défavorable en matière fiscale.

ARTICLE 30. Clause pénale. – Tout fonctionnaire ou employé de l'État qui néglige d'introduire, d'examiner et d'appliquer les mesures nécessaires prévues dans la présente Loi et dans ses

règles et règlements d'application est coupable de manquement à sa charge et passible de renvoi de la fonction publique, accompagné d'une incapacité absolue d'occuper une charge publique.

ARTICLE 31. Interdiction de recours simultanés à des mesures de sauvegarde. – Une mesure de sauvegarde générale selon le chapitre II de la présente Loi et une mesure de sauvegarde spéciale selon le chapitre III de la présente Loi ne peuvent être appliquées simultanément.

ARTICLE 32. Adoption de règles et règlements d'application. – Dans un délai de soixante (60) jours après l'entrée en vigueur de la présente Loi, le Ministère de l'agriculture et le Ministère du commerce et de l'industrie, après consultation avec le Ministère des finances, le Bureau des douanes, la Commission nationale de l'économie et du développement et la Commission tarifaire, et en concertation avec les branches de production nationales, et avec l'approbation du Comité parlementaire de surveillance, qui est établi en vertu de la présente Loi, promulguent les règles et règlements nécessaires pour donner effet à la présente Loi.

ARTICLE 33. Surveillance. – Est constitué un Comité parlementaire de surveillance composé des Présidents du Comité du commerce et de l'industrie, du Comité des voies et moyens et du Comité de l'agriculture du Sénat et de la Chambre des représentants, pour la surveillance de la mise en application de la présente Loi.

ARTICLE 34. Soutien du système administratif. – Dès l'entrée en vigueur de la présente Loi, toute somme qui pourra être nécessaire pour permettre au Ministère de l'agriculture, au Ministère du commerce et de l'industrie et à la Commission tarifaire d'exercer leurs fonctions efficacement sera inscrite dans la Loi générale de crédits.

Les organismes publics ci-dessus mentionnés sont autorisés à percevoir les redevances, impositions et droits de sauvegarde qui sont jugés nécessaires. Cinquante pour cent (50%) des recettes ainsi perçues seront consignées dans un Fonds de recours auquel pourront puiser ces organismes pour la mise en application des recours, notamment des mesures de sauvegarde. La moitié restante sera déposée dans un compte spécial du Trésor national et sera affectée à des mesures de renforcement de la compétitivité pour les branches de production touchées par l'accroissement des importations. L'emploi de ce compte sera déterminé par la Loi générale de crédits.

ARTICLE 35. Aide aux agriculteurs et aux pêcheurs. – Afin que soient préservés et renforcés les intérêts des agriculteurs et des pêcheurs, la présente Loi n'a pas pour effet de modifier les dispositions de la Loi n° 8435 de la République, également appelée Loi sur la modernisation de l'agriculture et des pêches.

ARTICLE 36. Conditions d'application des mesures de sauvegarde. – Dans l'application d'une mesure de sauvegarde selon la présente Loi, les conditions suivantes doivent être observées:

- 1) toutes les mesures doivent être transparentes et ne doivent permettre aucun procédé anticoncurrentiel ou monopolistique ni aucune manipulation; et
- 2) conformément à la clause de non-réduction inscrite dans la Constitution, la présente Loi n'a pas pour effet de réduire les obligations énoncées dans les contrats d'approvisionnement existants.

ARTICLE 37. Clause de divisibilité. – Si une disposition de la présente Loi est jugée invalide, les autres dispositions conserveront leur plein effet.

ARTICLE 38. Clause d'abrogation. – Les lois, arrêtés, règles et règlements, ordonnances et décrets et autres instruments présidentiels qui sont incompatibles avec l'une quelconque des dispositions de la présente Loi sont abrogés ou modifiés en conséquence.

ARTICLE 39. Clause d'entrée en vigueur. – La présente Loi entrera en vigueur quinze (15) jours après sa publication intégrale dans deux (2) journaux à grand tirage ou dans le Journal officiel, selon le premier de ces deux événements.

Approuvé,

Approuvé: 19 juillet 2000

**JOSEPH E. ESTRADA**  
Président des Philippines

**DÉCRET ADMINISTRATIF N° 03**  
**Règles et règlements d'application régissant l'imposition**  
**de mesures de sauvegarde selon la**  
**LOI DE LA RÉPUBLIQUE 8800**  
**LOI SUR LES MESURES**  
**DE SAUVEGARDE**

-----

"LOI PROTÉGEANT LES INDUSTRIES LOCALES PAR L'ADOPTION DE MESURES  
DE SAUVEGARDE QUI SERONT APPLIQUÉES EN RÉPONSE À UN  
ACCROISSEMENT DES IMPORTATIONS ET PRÉVOYANT DES  
PEINES POUR LES CONTRAVENTIONS À TELLES  
MESURES", ÉGALEMENT APPELÉE  
"LOI SUR LES MESURES  
DE SAUVEGARDE"

ATTENDU que l'article 39 de la Loi n° 8800 de la République (LR 8800) prévoit une entrée en vigueur "... quinze jours après sa publication intégrale dans deux (2) journaux à grand tirage ou dans le Journal officiel, selon le premier de ces deux événements". La LR 8800 a été publiée dans deux (2) journaux à grand tirage le 24 juillet 2000 et elle est donc entrée en vigueur le 9 août 2000.

Les présents règlements et règles d'application (RRA) sont pris en tant que Décret administratif conjoint n° \_\_\_\_ (2000), afin de guider tous les ministères, offices, organismes et intervenants concernés dans la mise en application de la LR 8800.

**CHAPITRE I**

**DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Article 1. Titre abrégé. – Le présent Décret administratif conjoint est appelé Règlements et Règles d'application (RRA), pris conformément à la Loi n° 8800 de la République (LR).

Article 2. Déclaration de principe. – Les présents RRA sont pris conformément au principe énoncé dans la LR 8800, savoir: "L'État défend la compétitivité des branches de production nationales et des producteurs nationaux en se fondant sur de saines politiques de développement industriel et agricole et sur le bon emploi des ressources humaines, naturelles et techniques. Pour atteindre cet objectif, et dans l'intérêt public, l'État applique des mesures de sauvegarde destinées à protéger les branches de production nationales et les producteurs nationaux contre l'accroissement des importations qui leur causent ou qui menacent de leur causer un dommage grave."

Règle 2.1 Les présents RRA resteront en vigueur à moins qu'ils ne soient explicitement et expressément modifiés par les Secrétaires du Ministère de l'agriculture et du Ministère du commerce et de l'industrie, après consultation du Ministère des finances, de la Commission tarifaire et du Bureau des douanes.

Article 3. Champ d'application. – La présente Loi s'applique aux produits importés aux Philippines, quelle que soit leur provenance.

Règle 3. Champ d'application – Les dispositions des présents RRA s'appliquent aux produits qui sont importés aux Philippines, quelle que soit leur provenance.



Règle 3.1 Une mesure de sauvegarde générale selon le chapitre II des présents RRA s'applique lorsqu'il y a augmentation de la quantité d'un produit importé, en termes absolus ou relatifs par rapport à la production nationale, et que cet accroissement est considéré comme une cause substantielle de dommage grave ou de menace de dommage grave à la branche de production nationale.

Règle 3.2 Une mesure de sauvegarde spéciale selon le chapitre III des présents RRA s'applique à un produit agricole si:

Règle 3.2.a soit le volume cumulatif des importations du produit au cours d'une année donnée dépasse son volume d'intervention;

Règle 3.2.b soit le prix effectif d'importation c.a.f. du produit est tombé en deçà de son prix d'intervention.

Article 4. Définitions. – Pour l'application de la présente Loi et des présents RRA, les mots et expressions suivants sont définis ainsi:

- a) "produit agricole" désigne une marchandise spécifique selon les chapitres 1 à 24 du Système harmonisé (SH) de classification des marchandises, utilisé dans le Code tarifaire et douanier des Philippines;
- b) "Commission" désigne la Commission tarifaire;
- c) "consommateurs" désigne les personnes physiques ou organisations de consommateurs qui sont des acheteurs, locataires, bénéficiaires ou d'éventuels acheteurs, locataires ou bénéficiaires de produits de consommation, de services ou de crédit;
- d) "circonstances critiques" désigne des circonstances où il existe des indices clairs qu'un accroissement des importations, en termes absolus ou relatifs par rapport à la production nationale, est une cause substantielle de dommage grave ou de menace de dommage grave à la branche de production nationale et qu'un retard dans l'introduction de mesures selon la présente Loi causerait à la branche de production un tort qu'il serait difficile de réparer;
- e) "produit directement concurrent" désigne un produit d'origine nationale pouvant constituer un substitut;
- f) "branche de production nationale" s'entend de l'ensemble des producteurs nationaux des produits similaires ou directement concurrents fabriqués ou produits aux Philippines, ou de ceux dont les productions additionnées de produits similaires ou directement concurrents constituent une proportion majeure de la production totale de ces produits;
- g) "parties intéressées" comprend les producteurs nationaux, les consommateurs, les importateurs et les exportateurs des produits considérés;
- h) "produit similaire" désigne un produit national qui est identique, c'est-à-dire semblable en tous points au produit importé considéré ou, en l'absence d'un tel produit, un autre produit national qui, bien que non semblable en tous points, présente

des caractéristiques qui se rapprochent étroitement de celles du produit importé considéré;

- i) "possibilité d'accès au marché" désigne le pourcentage du volume annuel total des importations d'un produit agricole par rapport au volume total correspondant de la consommation nationale dudit produit dans le pays au cours des trois (3) années immédiatement précédentes pour lesquelles il existe des données;
- j) "volume d'accès minimal (VAM)" désigne la quantité des importations d'un produit agricole dont l'importation dans le pays est autorisée moyennant un droit de douane inférieur au droit de douane hors contingent;
- k) "ajustement positif aux importations concurrentes" s'entend de la capacité de la branche de production nationale de soutenir la concurrence des importations après la suppression d'une mesure de sauvegarde, ou du transfert ordonné de ressources vers d'autres emplois productifs; et s'entend de la transition ordonnée des travailleurs déplacés de la branche de production vers d'autres activités productives;
- l) "différence de prix" désigne le montant obtenu par soustraction du prix d'importation c.a.f. du prix d'intervention;
- m) "produit" désigne un article, une marchandise ou un bien;
- n) "Secrétaire" désigne soit le Secrétaire du Ministère du commerce et de l'industrie, dans le cas des produits non agricoles, soit le Secrétaire du Ministère de l'agriculture, dans le cas des produits agricoles;
- o) "dommage grave" s'entend d'une dégradation notable de la situation d'une branche de production nationale après évaluation, par les autorités compétentes, de tous les facteurs pertinents de nature objective et quantifiable qui influent sur la situation de cette branche, en particulier, le rythme d'accroissement des importations du produit considéré et leur accroissement en volume, en termes absolus et relatifs, la part du marché intérieur absorbée par les importations accrues, les variations du niveau des ventes, la production, la productivité, l'utilisation de la capacité, les profits et pertes et l'emploi;
- p) "cause substantielle" s'entend d'une cause qui est importante, sans l'être moins qu'une autre cause;
- q) "menace de dommage grave" s'entend de l'imminence d'un dommage grave;
- r) "prix d'intervention" désigne le prix de référence servant à l'application de la mesure de sauvegarde spéciale; et
- s) "volume d'intervention" désigne le volume de référence servant à l'application de la mesure de sauvegarde spéciale.

Règle 4.1 Les autres expressions utilisées dans les présents RRA sont définies ainsi:

- a) "plan d'ajustement" désigne un plan d'action qu'une branche de production nationale est tenue de présenter, et qui décrit un ensemble de buts quantifiés, de plans spécifiques et de calendriers que la branche concernée s'engage à entreprendre afin de faciliter un ajustement positif de la branche aux importations concurrentes;

- b) "branche de production nationale" s'entend de l'ensemble des producteurs nationaux des produits similaires ou directement concurrents fabriqués ou produits aux Philippines, ou de ceux dont les productions additionnées de produits similaires ou directement concurrents constituent une proportion majeure de la production totale de ces produits; sous réserve que
  - 1) dans le cas d'un producteur national qui importe aussi le produit considéré, seule sa production nationale du produit similaire ou directement concurrent sera considérée comme partie de la production nationale, ou
  - 2) dans le cas d'un producteur national qui produit plus d'un produit, seul le pourcentage de sa production du produit similaire ou directement concurrent pourra être traité comme partie de cette branche de production nationale;
- c) "produit agricole périssable ou saisonnier" s'entend d'un produit agricole qui, entre autres facteurs, est caractérisé par la brièveté de sa durée de conservation, de son cycle végétatif ou de sa période de mise en marché.

## **CHAPITRE II**

### **MESURES DE SAUVEGARDE GÉNÉRALE**

Article 5. Conditions d'application des mesures de sauvegarde générale. – Le Secrétaire applique une mesure de sauvegarde générale après que la Commission a déterminé à titre définitif qu'un produit est importé en des quantités accrues, que ce soit en termes absolus ou relatifs par rapport à la production nationale, au point de constituer une cause substantielle de dommage grave ou de menace de dommage grave à la branche de production nationale; toutefois, dans le cas des produits non agricoles, le Secrétaire établit d'abord que l'application de telles mesures de sauvegarde sera conforme à l'intérêt public.

Règle 5. Conditions d'application des mesures de sauvegarde générale

Règle 5.1 Le Secrétaire applique une mesure de sauvegarde générale après que la Commission a déterminé à titre définitif qu'un produit est importé en des quantités accrues, que ce soit en termes absolus ou relatifs par rapport à la production nationale, au point de constituer une cause substantielle de dommage grave ou de menace de dommage grave à la branche de production nationale; toutefois, dans le cas des produits non agricoles, le Secrétaire établit d'abord que l'application de telle mesure de sauvegarde sera conforme à l'intérêt public.

Règle 5.2 Lorsqu'il établit que l'application d'une mesure de sauvegarde sera conforme à l'intérêt public, le Secrétaire prend en considération notamment les facteurs suivants: i) la question de savoir si l'imposition de la mesure provisoire conduira à une crise politique ou économique; et ii) la mesure dans laquelle cette imposition entraînera sur le marché intérieur une pénurie du produit considéré.

Article 6. Introduction de procédures en vue d'une mesure de sauvegarde générale. – Toute personne, physique ou morale, appartenant à une branche de production nationale ou représentant une telle branche peut déposer auprès du Secrétaire une requête vérifiée demandant que des mesures soient prises pour réparer le dommage grave causé à la branche de production nationale par l'accroissement des importations du produit considéré, ou pour empêcher la menace d'un tel dommage.

La requête comprend une preuve documentaire attestant les faits qui sont essentiels pour établir:

- a) un accroissement des importations de produits similaires ou directement concurrents;
- b) l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave à la branche de production nationale; et
- c) le lien de causalité entre l'accroissement des importations du produit considéré et le dommage grave ou la menace de dommage grave.

Le Secrétaire examine, dans un délai de cinq (5) jours après avoir reçu la requête, l'exactitude et la pertinence des preuves accompagnant la requête, afin de déterminer s'il existe des indices clairs pouvant justifier l'ouverture d'une enquête préliminaire.

Le Secrétaire peut aussi engager des procédures à la demande du Président; ou sur résolution du Comité de la Chambre ou du Sénat sur l'agriculture, ou du Comité de la Chambre ou du Sénat sur le commerce.

En l'absence d'une telle requête, le Secrétaire peut, de son propre chef, ouvrir une enquête préliminaire en matière de sauvegarde s'il y a lieu de croire que l'accroissement des importations du produit considéré constitue une cause substantielle de dommage grave ou de menace de dommage grave à la branche de production nationale.

Le Secrétaire peut, à toute étape de la procédure de sauvegarde, apporter aux producteurs nationaux concernés et à leurs organisations une aide juridique, technique ou autre.

## Règle 6. Introduction de procédures

### Règle 6.1 Renseignements et autres formes d'aide à la branche de production nationale

Le Secrétaire et la Commission mettent sur demande à la disposition du public des renseignements généraux concernant la mesure de sauvegarde et autres formes de recours commerciaux. Ces renseignements peuvent faire état des procédures qui seront suivies et des dates ou étapes importantes des enquêtes se rapportant à l'imposition de telles mesures.

Le Secrétaire et la Commission apportent aussi, autant que possible à toutes les étapes des procédures, aide et conseils aux parties intéressées en quête des sanctions et retombées des mesures de sauvegarde, et l'aide et les conseils en question englobent ce qui suit:

Règle 6.1.a renseignements sur les volumes et valeurs des importations, au niveau du produit spécifique;

Règle 6.1.b conseils juridiques et techniques informels sur l'opportunité d'invoquer la mesure de sauvegarde comme moyen de corriger le problème commercial, et sur l'existence de renseignements au soutien de la proposition;

Règle 6.1.c avis à toutes les parties concernées selon lequel l'attribution de ces formes d'aide ne doit pas être interprétée comme une garantie que le bénéficiaire aura gain de cause dans l'enquête visant l'application de mesures de sauvegarde.

## Règle 6.2 Requérants

Règle 6.2.a Toute personne, physique ou morale, appartenant à une branche de production nationale ou représentant une telle branche, peut déposer une demande écrite à l'aide d'un questionnaire pro forma de protestation, qui indiquera la preuve i) d'un accroissement du volume d'importation des produits similaires ou directement concurrents, ii) de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave à la branche de production nationale; et iii) du lien de causalité entre l'accroissement des importations du produit considéré et le dommage grave ou la menace de dommage grave. Le requérant présente quatre (4) exemplaires de la demande, y compris les annexes, dont deux (2) exemplaires contiendront les sommaires non confidentiels des renseignements produits.

Règle 6.2.b La demande, accompagnée des documents requis, contient les preuves nécessaires ainsi que les renseignements raisonnablement accessibles au requérant, concernant ce qui suit:

- i) l'identité du requérant et une description du volume et de la valeur de sa production intérieure du produit considéré; des renseignements sur sa part en pourcentage de la production intérieure totale;
- ii) une liste des producteurs nationaux connus du produit considéré et, si possible, une description du volume et de la valeur de la production intérieure du produit considéré qui est représentée par ces producteurs, si la demande est faite au nom de la branche de production nationale;
- iii) une description complète du produit importé considéré, avec indication du code du Système harmonisé (SH) sous lequel ce produit est classifié, les taux de droits actuels (taux NPF et taux préférentiel), et la description complète du produit national similaire ou directement concurrent concerné;
- iv) les noms des pays d'exportation ou d'origine du produit considéré;
- v) l'identité de tous les exportateurs ou producteurs étrangers connus du produit considéré, ou les organismes dûment autorisés qui les représentent;
- vi) une liste des importateurs connus du produit, avec leurs dernières adresses connues;
- vii) des renseignements sur le volume et la valeur des importations et autres données industrielles pertinentes, pour les cinq (5) années précédant la date de la demande, au soutien des allégations concernant les répercussions de l'accroissement des importations du produit considéré sur la branche de production nationale, telles que ces répercussions sont attestées par des facteurs et indices pertinents qui influent sur l'état de la branche de production nationale et qui sont énumérés dans la Règle 12 des présents RRA;
- viii) une déclaration concernant la forme et la durée des mesures de sauvegarde recherchées;
- ix) un énoncé des efforts déployés et/ou devant être déployés par la branche de production nationale (y compris par les autres parties concernées) pour effectuer un ajustement positif aux importations concurrentes.

Règle 6.2.c Si des mesures de sauvegarde provisoire sont demandées, le requérant doit montrer qu'il existe des circonstances critiques qui justifient l'imposition de telles mesures provisoires. Outre les renseignements mentionnés ci-dessus, le requérant doit aussi présenter ce qui suit:

- i) un exposé demandant l'imposition d'une mesure provisoire;
- ii) les conséquences pour la branche de production nationale d'une poursuite des importations au cours des soixante (60) jours suivant le dépôt de la requête; et
- iii) un énoncé concernant la forme et le montant de la mesure provisoire recherchée par la branche de production. Dans le cas des produits agricoles, le genre de mesure et le taux ou niveau recherchés, le cas échéant. Dans le cas des produits non agricoles, le genre et le taux de droit de douane recherchés.

Règle 6.2.d La demande doit comprendre une attestation signée par le requérant selon laquelle les renseignements qu'elle contient sont, autant qu'il sache, exacts et complets.

### Règle 6.3 Procédure de dépôt

Règle 6.3.a La requête doit être déposée auprès du Secrétaire au commerce et à l'industrie dans le cas d'un produit non agricole, ou auprès du Secrétaire à l'agriculture dans le cas d'un produit agricole.

Règle 6.3.b Le Secrétaire procède à l'examen préliminaire de la demande si les conditions suivantes sont remplies:

- i) la demande est signée;
- ii) il est répondu à toutes les questions pertinentes, ou les motifs de l'absence de renseignements sont donnés; et
- iii) les pièces annexées à la demande sont complètes.

Règle 6.3.c La non-production de tous les renseignements requis dans la demande conduira au rejet de celle-ci. Le Secrétaire vérifie la conformité des renseignements fournis dans la demande avec les autres renseignements dont il dispose. Le Secrétaire éclaircit avec le requérant toute déclaration équivoque ou ambiguë.

Règle 6.3.d Dès que les formalités sont remplies, le Secrétaire reconnaît par écrit qu'il a déjà accepté une demande accompagnée des documents requis. La date de la lettre du Secrétaire est considérée comme le jour zéro (0) des cinq (5) jours civils à l'intérieur desquels il doit déterminer si la preuve est suffisante pour justifier l'ouverture d'une enquête. Le Secrétaire délivre la lettre aussitôt que possible après avoir reçu une demande accompagnée des documents requis. Si le requérant décide de donner au Secrétaire des renseignements complémentaires au soutien de sa demande, la période de cinq (5) jours recommence à courir à compter de la date de la production des nouveaux renseignements. Après cette période, le Secrétaire ne peut plus recevoir de nouveaux renseignements du requérant.

### Règle 6.4 Formalités d'ouverture d'une enquête préliminaire

Règle 6.4.a Dans un délai de cinq (5) jours civils à compter de la date de sa lettre d'acceptation de la demande accompagnée des documents nécessaires, selon ce que prévoit la Règle 6.3.d, le Secrétaire examine l'exactitude et la pertinence des preuves produites, pour déterminer

s'il existe des indices clairs propres à justifier l'ouverture d'une enquête préliminaire. Pour dire si la preuve contenue dans la requête est suffisante ou non, le Secrétaire doit être convaincu que, eu égard aux documents dont il dispose, il peut déterminer que l'accroissement des importations du produit considéré est la cause substantielle du dommage grave ou de la menace de dommage grave aux producteurs nationaux du produit considéré.

Règle 6.4.b Le Secrétaire peut aussi introduire une procédure sur demande du Président, ou sur résolution adoptée par le Comité de la Chambre ou du Sénat sur l'agriculture ou par le Comité de la Chambre ou du Sénat sur le commerce.

Règle 6.4.c Le Secrétaire peut aussi, de sa propre initiative, ouvrir une enquête préliminaire en matière de sauvegarde sans qu'une requête vérifiée ait été déposée par une branche de production nationale ou au nom d'une telle branche de production, s'il y a lieu de croire que l'accroissement des importations est une cause substantielle de dommage grave ou de menace de dommage grave à la branche de production nationale.

Règle 6.4.d Quiconque a droit à une mesure ou sera préjudicié par une telle mesure au titre du gonflement allégué des importations peut, selon l'appréciation du Secrétaire ou de la Commission, se joindre comme requérant ou être joint comme défendeur dans une (1) seule requête, lorsqu'une question de droit ou de fait commune à tous les défendeurs est susceptible de surgir dans une telle procédure.

#### Règle 6.5 Avis aux parties concernées et communication des réponses

Règle 6.5.a Dans un délai de deux (2) jours civils après avoir décidé d'ouvrir une enquête préliminaire, le Secrétaire fait publier l'avis d'ouverture d'une enquête préliminaire dans deux (2) journaux à grand tirage. La date de la publication est considérée comme le jour un (1) de l'ouverture de l'enquête.

L'avis public de l'ouverture d'une enquête contient, sauf s'ils sont communiqués dans un rapport distinct, des renseignements suffisants sur les sujets suivants:

- 1) la nature du produit considéré;
- 2) un sommaire des détails du dommage ou de la menace de dommage;
- 3) le délai de communication des preuves ou des vues au Secrétaire;
- 4) la date d'ouverture de l'enquête; et
- 5) l'adresse à laquelle doivent être envoyés les exposés des parties intéressées.

Règle 6.5.b Dans un délai de deux (2) jours civils après avoir décidé d'ouvrir l'enquête préliminaire, le Secrétaire:

- 1) identifie toutes les parties intéressées connues, à savoir l'importateur, l'exportateur étranger et/ou le producteur étranger, y compris les gouvernements des pays d'exportation concernés, et leur notifie l'ouverture de l'enquête;
- 2) leur transmet un exemplaire du rapport d'ouverture de l'enquête et de la demande du requérant, accompagné de ses annexes, sous réserve de la nécessité de protéger les renseignements confidentiels; et

- 3) leur fournit un questionnaire pro forma du défendeur.

Les défendeurs doivent, dans un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la réception d'un tel avis, communiquer leurs réponses ou commentaires et autres preuves et renseignements à l'encontre de toutes les allégations contenues dans la requête. L'avis est réputé avoir été reçu cinq (5) jours ouvrables après la date de son envoi au défendeur ou au représentant officiel ou diplomatique compétent du pays d'exportation ou d'origine du produit considéré. Lorsque le nombre des parties intéressées connues est élevé au point qu'il n'est pas pratique d'envoyer à chacune d'elles un exemplaire non confidentiel des documents, un exemplaire est remis au gouvernement du pays d'exportation ou d'origine et/ou aux organisations représentatives. Ces documents sont également mis à la disposition des autres parties intéressées, sur demande.

Les attachés commerciaux ou agricoles des Philippines et autres agents consulaires des Philippines postés dans le pays d'exportation ou d'origine peuvent également recevoir un exemplaire de l'avis d'ouverture de l'enquête préliminaire.

Règle 6.5.c Lorsqu'une partie intéressée néglige de répondre adéquatement ou n'est pas en mesure de produire les renseignements demandés, refuse l'accès à des renseignements ou d'une autre manière s'abstient de fournir d'autres renseignements au cours de la période allouée pour l'enquête, ou entrave notablement le cours de l'enquête, la détermination préliminaire des conditions requises dans une enquête en matière de sauvegarde s'appuie sur les faits attestés par la preuve disponible. Même si les renseignements fournis par une partie intéressée ne sont pas complets à tous égards, il en sera néanmoins tenu compte à condition que la partie intéressée soit réputée avoir agi au mieux de ses capacités.

Règle 6.5.d Si des éléments de preuve ou des renseignements ne sont pas acceptés par le Secrétaire, la partie qui les a fournis est informée immédiatement du motif de leur rejet et elle doit avoir la possibilité de fournir des explications complémentaires. Cet exercice ne peut cependant entraver l'enquête, compte tenu de la période nécessaire au Secrétaire pour qu'il arrive à une détermination préliminaire. Si les explications ne sont pas satisfaisantes, les motifs du rejet de ces éléments de preuve ou renseignements figurent dans le rapport contenant la détermination préliminaire.

Règle 6.5.e Les renseignements qui sont confidentiels, en raison de leur nature ou parce qu'ils ont été communiqués à titre confidentiel, ne peuvent être divulgués sans l'autorisation explicite de la partie qui les a fournis. Les parties intéressées qui communiqueront des renseignements confidentiels doivent présenter deux (2) exemplaires de sommaires non confidentiels de tels renseignements, sommaires qui seront versés dans un dossier public et mis à la disposition de toutes les parties intéressées dès l'ouverture de l'enquête. Ces sommaires contiendront des détails suffisants pour une compréhension raisonnable des renseignements confidentiels, de telle sorte que les autres parties puissent répondre aux allégations en se fondant sur tels renseignements. Dans les cas exceptionnels, lorsqu'il ne sera pas possible de faire un sommaire des renseignements confidentiels, la partie qui les aura fournis devra exposer les raisons pour lesquelles tel sommaire ne peut être fourni. Si une demande de traitement confidentiel n'est pas justifiée ou si la source des renseignements n'est pas disposée à les rendre publics ou à autoriser leur divulgation en termes généraux ou sous forme de sommaire, le Secrétaire peut ne pas tenir compte de tels renseignements, sauf s'il peut lui être démontré de manière convaincante, de sources appropriées, que les renseignements sont exacts.

Les renseignements suivants peuvent être considérés comme renseignements confidentiels s'ils sont ainsi désignés par la partie qui les fournit:

- 1) les secrets industriels ou secrets de commerce concernant la nature du produit ou le procédé de production;



- 2) les coûts de production, mais non les identités des composantes de production, sauf s'il s'agit de secrets de commerce;
- 3) les coûts de distribution, mais non les canaux de distribution;
- 4) les modalités de vente, mais non les modalités offertes au public;
- 5) les prix de ventes individuelles, de ventes probables ou autres offres, mais non les composantes de prix, telles que le transport, si elles sont fondées sur des barèmes publiés, les dates de vente, les numéros de commandes ou les désignations de produits (autres que les secrets industriels ou secrets de commerce mentionnés dans 1);
- 6) les noms de clients, distributeurs ou fournisseurs particuliers, mais non les destinations de vente ou désignations des genres de clients, distributeurs ou fournisseurs, à moins que la destination ou désignation ne révèle le nom;
- 7) les noms de personnes de qui des renseignements confidentiels ont été obtenus; et
- 8) tout autre renseignement commercial qui, s'il était communiqué au public, causerait un préjudice appréciable à la position concurrentielle de la partie qui l'a fourni.

Règle 6.5.f Un dossier public est tenu par le Secrétaire et la Commission pour toutes les enquêtes ouvertes. Ce dossier contient un double de toutes les communications des parties intéressées et de toutes les pièces de correspondance concernant l'enquête, sous réserve des impératifs de confidentialité. Le dossier public est mis à la disposition de toute partie intéressée, sur demande.

Les renseignements suivants sont en principe considérés comme renseignements publics:

- 1) les renseignements factuels d'un genre qui a été publié ou d'une autre manière mis à la disposition du public par la partie qui les a fournis;
- 2) les renseignements factuels qui ne sont pas désignés comme renseignements confidentiels par la partie qui les a fournis;
- 3) les renseignements factuels qui, bien qu'ils soient désignés comme renseignements confidentiels par la partie qui les a fournis:
  - i) sont en une forme qui ne peut être rattachée à une partie en particulier; ou
  - ii) ne méritent pas, d'après les autorités, d'être considérés comme renseignements confidentiels; et
- 4) les arguments écrits se rapportant à l'enquête qui ne sont pas désignés confidentiels.

Règle 6.5.g Afin de vérifier les renseignements contenus dans la demande, ou d'obtenir des détails complémentaires, le Secrétaire ou le représentant désigné du Secrétaire peut procéder à des visites, ou à des inspections oculaires des installations des producteurs et importateurs nationaux. Le Secrétaire ou le représentant désigné du Secrétaire peut également visiter d'autres producteurs et importateurs nationaux qui n'ont pas présenté d'exposés durant l'enquête.

Article 7. Détermination préliminaire. – Au plus tard trente (30) jours après avoir reçu la requête ou après avoir ouvert de son propre chef l'enquête préliminaire en matière de sauvegarde, le Secrétaire détermine à titre préliminaire, sur la base des éléments de preuve et des exposés des parties intéressées, que l'accroissement des importations du produit considéré constitue une cause substantielle de dommage grave ou de menace de dommage grave à la branche de production nationale. Au cours de l'enquête préliminaire, le Secrétaire signifie un avis d'enquête aux parties intéressées et leur demande de produire leurs réponses dans un délai de cinq (5) jours après réception de l'avis. L'avis sera réputé reçu dans un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la date d'envoi au défendeur ou au représentant diplomatique compétent du pays d'exportation ou d'origine du produit importé considéré.

Si les renseignements ne sont pas fournis dans le délai ci-dessus fixé par le Secrétaire ou si l'enquête est notablement entravée, la décision sera fondée sur les faits révélés par la preuve disponible.

Si le Secrétaire détermine à titre préliminaire que l'accroissement des importations du produit considéré est une cause substantielle de dommage grave ou de menace de dommage grave à la branche de production nationale, le Secrétaire communique sans délai ses dossiers à la Commission pour enquête formelle immédiate.

#### Règle 7. Détermination préliminaire

Règle 7.1 Au plus tard trente (30) jours civils après avoir reçu la demande accompagnée des documents requis, ou après avoir ouvert de sa propre initiative l'enquête préliminaire en matière de sauvegarde, le Secrétaire détermine à titre préliminaire, en se fondant sur la requête, sur les réponses des défendeurs et sur les documents ou renseignements respectifs à l'appui, que l'accroissement des importations du produit considéré est une cause substantielle de dommage grave ou de menace de dommage grave à la branche de production nationale.

Règle 7.2 Le Secrétaire statue essentiellement sur les aspects suivants dans la détermination préliminaire:

Règle 7.2.a le volume des importations, en particulier la question de savoir s'il y a eu accroissement, en termes absolus ou relatifs par rapport à la production aux Philippines. Le Secrétaire évalue les données d'importation des cinq (5) années précédant la demande pour corroborer les allégations d'accroissement notable du volume des importations. Toutefois, dans certains cas, la période pourra être écourtée, si cela est nécessaire pour prendre en compte d'autres facteurs propres à garantir l'à-propos de la période choisie, par exemple caractère saisonnier du produit, accessibilité de données ou possibilités de vérification des données;

Règle 7.2.b la présence et l'étendue du dommage grave ou de la menace de dommage grave à la branche de production nationale qui produit le produit similaire ou directement concurrent; et

Règle 7.2.c le lien de causalité entre l'accroissement des importations du produit considéré et le dommage grave ou la menace de dommage grave à la branche de production nationale concernée.

Règle 7.2.d le Secrétaire tient compte, le cas échéant, des effets du caractère saisonnier des produits lorsqu'il détermine à titre préliminaire si les éléments justifiant l'imposition d'une mesure de sauvegarde provisoire existent ou non.

Règle 7.3 Dans une détermination préliminaire effectuée en des circonstances critiques, le Secrétaire établit qu'il y a eu accroissement appréciable des importations, en tenant compte de leur

volume et de la question de savoir s'il y a eu ou non accumulation rapide des stocks du produit national, et réduction des ventes et des marges bénéficiaires de la branche de production nationale.

Règle 7.4 Les conclusions préliminaires du Secrétaire, si elles sont positives, ainsi que les dossiers de l'affaire, sont communiqués sans délai à la Commission pour qu'elle procède à une enquête formelle immédiate dans un délai de trois (3) jours civils après que le Secrétaire est arrivé à sa décision. Toutefois, si les conclusions préliminaires du Secrétaire sont négatives, le Secrétaire met fin à l'enquête.

Règle 7.5 Dans un délai de deux (2) jours civils après être arrivé à sa décision, le Secrétaire émet un avis public sur ses conclusions préliminaires. Il communique aussi à toutes les parties intéressées officielles un double de sa décision, sous réserve de la nécessité de protéger les renseignements confidentiels, que les conclusions soient positives ou négatives.

Article 8. Mesures provisoires. – Dans les circonstances critiques où un retard causerait un tort qu'il serait difficile de réparer, et suite à une détermination préliminaire selon laquelle l'accroissement des importations est une cause substantielle de dommage grave ou de menace de dommage grave à la branche de production nationale, le Secrétaire délivre immédiatement au Commissaire des douanes, par l'entremise du Secrétaire aux Finances, une directive écrite autorisant l'imposition d'une mesure de sauvegarde générale provisoire.

Cette mesure prend la forme d'une majoration des droits de douane, soit *ad valorem* soit spécifiques, ou les deux, majoration qui sera payée au moyen d'une garantie en espèces fixée à un niveau suffisant pour réparer le dommage subi par la branche de production nationale, ou pour empêcher ce dommage. Toutefois, dans le cas de produits agricoles pour lesquels la majoration des droits de douane pourrait ne pas suffire à réparer ou empêcher le dommage grave au producteur national ou aux producteurs nationaux, une restriction quantitative peut être fixée. La garantie en espèces est déposée auprès d'une banque de dépôt de l'État et elle est conservée en fidéicomis pour l'importateur qui a constitué la garantie. La durée de la mesure provisoire ne peut pas dépasser deux cents (200) jours à compter de la date d'imposition, période au cours de laquelle il sera satisfait aux prescriptions des articles suivants de la présente Loi portant sur l'ouverture d'une enquête formelle, la notification et les consultations; sous réserve que la durée de toute mesure provisoire sera comptée pour une partie de la période initiale, et de toute prorogation, de l'imposition de la mesure de sauvegarde générale définitive.

Si la mesure de sauvegarde provisoire prend la forme d'une majoration des droits de douane, cette majoration n'est pas soumise ou limitée aux niveaux maximaux de droits de douane indiqués à l'article 401 a) du Code tarifaire et douanier des Philippines.

#### Règle 8. Imposition de mesures de sauvegarde provisoire

Règle 8.1 Si les conclusions préliminaires du Secrétaire sont positives et lorsqu'un retard causerait un tort qu'il serait difficile de réparer, le Secrétaire délivre au Commissaire des douanes, par l'entremise du Secrétaire aux Finances, dans un délai de trois (3) jours civils après être arrivé à sa décision, des directives écrites autorisant l'imposition d'une mesure de sauvegarde générale provisoire. Cette mesure prend la forme d'une majoration des droits de douane, soit *ad valorem* soit spécifiques, ou les deux, majoration qui sera payée au moyen d'une garantie en espèces fixée à un niveau suffisant pour réparer ou empêcher le dommage grave à la branche de production nationale.

Règle 8.2 Cependant, dans le cas des produits non agricoles, le Secrétaire établit d'abord que l'imposition de la mesure de sauvegarde provisoire serait conforme à l'intérêt public.

Règle 8.3 Dans le cas des produits agricoles, lorsque la majoration des droits de douane pourrait ne pas suffire à réparer ou empêcher le dommage grave au producteur national ou aux producteurs nationaux, une restriction quantitative peut être fixée. Dans la mise en œuvre de cette restriction quantitative, les exigences de la règle 13.1.c s'appliquent également.

Règle 8.4 Lorsque la mesure de sauvegarde provisoire prend la forme d'une majoration des droits de douane, cette majoration n'est pas soumise ou limitée aux niveaux maximaux de droits de douane énoncés à l'article 401 a) du Code tarifaire et douanier des Philippines.

Règle 8.5 Dans un délai de trois (3) jours civils après avoir reçu les conclusions préliminaires du Secrétaire, le Secrétaire aux Finances donne ordre au Commissaire des douanes d'imposer la garantie en espèces. Il est obligatoire pour le Commissaire des douanes de donner ordre au receveur des douanes, dans un délai de trois (3) jours après avoir reçu les directives du Secrétaire aux Finances, d'obliger les importateurs du produit considéré à constituer la garantie en espèces applicable. Toutes les importations qui entrent aux Philippines après la date de la décision du Secrétaire sont sujettes à la garantie. Il est également obligatoire pour le receveur des douanes de donner effet immédiatement aux directives du Commissaire des douanes dès qu'il les a reçues.

Règle 8.6 La garantie en espèces est déposée auprès d'une banque de dépôt de l'État et conservée en fidéicomis pour les importateurs qui l'ont constituée.

Règle 8.7 La durée de la mesure provisoire ne peut pas dépasser deux cents (200) jours civils à compter de la date d'imposition, période au cours de laquelle il sera satisfait aux prescriptions des articles subséquents des présents RRA portant sur l'ouverture d'une enquête formelle, la notification et les consultations. Cependant, la durée de toute mesure provisoire sera comptée pour une partie de la période initiale, et de toute prorogation, de l'imposition de la mesure de sauvegarde générale définitive.

Règle 8.8 La mesure de sauvegarde provisoire n'est pas appliquée à l'égard d'un produit originaire d'un pays en développement si sa part des importations philippines totale dudit produit est inférieure à trois pour cent (3%), sous réserve que les pays en développement dont la part est inférieure à trois pour cent (3%) ne contribuent pas collectivement pour plus de neuf pour cent (9%) aux importations philippines totales du produit concerné.

Article 9. Enquête formelle. – Dans un délai de cinq (5) jours ouvrables après réception de la demande du Secrétaire, la Commission publie l'avis de l'ouverture de l'enquête, et tient des auditions publiques auxquelles les parties intéressées et les consommateurs peuvent assister et durant lesquelles ils peuvent présenter des éléments de preuve, répondre aux exposés des autres parties et consommateurs et généralement être entendus. Les preuves et les arguments se rapportant à l'importation de l'article en question sont communiqués à la Commission dans un délai de quinze (15) jours après que la Commission a ouvert l'enquête.

La Commission termine son enquête et présente son rapport au Secrétaire dans un délai de cent vingt (120) jours civils après que le Secrétaire lui a renvoyé l'affaire, sauf si le Secrétaire certifie que l'affaire est urgente, auquel cas la Commission effectue l'enquête et présente le rapport au Secrétaire dans un délai de soixante (60) jours.

#### Règle 9. Enquête formelle de la Commission tarifaire

Règle 9.1 Dans un délai de cinq (5) jours ouvrables après avoir reçu du Secrétaire la demande et les dossiers de l'affaire, la Commission publie dans deux (2) journaux à grand tirage l'avis d'ouverture de l'enquête formelle, ainsi que la date, l'heure et l'endroit de la conférence préparatoire à la tenue des auditions publiques.

L'objet des auditions publiques est de déterminer si le produit concerné est ou non importé en quantités accrues, dans l'absolu ou par rapport à la production nationale, et si, à cause de cela, la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents subit un dommage grave.

Règle 9.2 La Commission oblige toutes les parties intéressées à se présenter à une conférence préparatoire concernant le calendrier des auditions publiques et les procédures de l'enquête, la nature de la procédure administrative et de la méthode d'établissement des faits, la non-applicabilité des règles techniques de procédure prévues par les Règles de la Cour, la non-diffusion des renseignements confidentiels et autres matières connexes se rapportant à la liquidation rapide du cas, et elle les oblige à communiquer leurs preuves et positions respectives dans un délai de quinze (15) jours ouvrables à compter de l'avis.

Règle 9.3 La Commission tient, après avis en bonne et due forme, des auditions publiques marathon afin de donner à toutes les parties directement concernées et aux autres parties intéressées, tels les consommateurs, qui, de l'avis de la Commission, ont le droit d'y assister, l'occasion d'être entendues et de présenter des preuves, y compris l'occasion de répondre aux exposés des autres parties et de faire connaître leurs vues, entre autres, sur la question de savoir si l'application d'une mesure de sauvegarde serait ou non dans l'intérêt public.

Règle 9.4 La Commission conduit l'enquête formelle pour déterminer ce qui suit:

Règle 9.4.a si le produit national est un produit similaire ou directement concurrent du produit importé considéré;

Règle 9.4.b si le produit est importé aux Philippines en des quantités accrues, dans l'absolu ou par rapport à la production nationale;

Règle 9.4.c la présence et l'étendue d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave à la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents; et

Règle 9.4.d l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations du produit considéré et le dommage grave ou la menace de dommage grave à la branche de production nationale considérée.

Règle 9.5 L'enquête formelle est conduite d'une manière sommaire. Aucune tactique dilatoire ni aucun délai inutile ou injustifié ne sont autorisés, et les règles techniques de preuve utilisées dans les procédures judiciaires ordinaires ne sont pas appliquées.

Règle 9.6 La Commission conclut son enquête formelle et présente au Secrétaire un compte rendu de ses constatations et de ses conclusions raisonnées, qu'elles soient favorables ou non, et cela dans un délai de cent vingt (120) jours civils après avoir reçu la demande du Secrétaire, sauf si le Secrétaire certifie que l'affaire est urgente, auquel cas la Commission mène l'enquête et présente le rapport au Secrétaire dans un délai de soixante (60) jours civils.

Article 10. Examen des preuves. – La Commission met à la disposition des parties intéressées, pour examen, des exemplaires de toutes les preuves produites au plus tard à la date limite applicable; toutefois, tout renseignement qui est de nature confidentielle ou qui est fourni à titre confidentiel est soustrait, sous réserve de justifications, à la divulgation, sauf autorisation de la partie qui l'a fourni. Les parties qui fournissent des renseignements confidentiels peuvent être priées d'en donner un résumé non confidentiel ou, si elles indiquent que ces renseignements ne peuvent pas être résumés, d'exposer les raisons pour lesquelles un résumé ne peut pas être fourni; toutefois, si la

Commission juge qu'une demande de traitement confidentiel n'est pas justifiée et si la partie concernée n'est pas disposée à rendre les renseignements publics ou à autoriser leur divulgation en termes généraux ou sous forme de résumé, la Commission peut ne pas tenir compte des renseignements en question sauf s'il peut lui être démontré de manière convaincante, de sources appropriées, que les renseignements sont corrects.

#### Règle 10. Examen des preuves

Règle 10.1 Toute partie intéressée donne à la Commission, si elle en est requise, l'accès aux renseignements nécessaires, ou lui fournit généralement les renseignements nécessaires pour permettre à la Commission d'expédier l'enquête. Des visites ou des inspections peuvent être effectuées par la Commission, même hors la présence des parties intéressées.

Règle 10.2 La Commission met à la disposition des parties intéressées, pour examen, des exemplaires de toutes les preuves produites au plus tard à la date limite applicable; toutefois, tout renseignement qui est de nature confidentielle ou qui est fourni à titre confidentiel est soustrait, sous réserve de justifications, à la divulgation, sauf autorisation de la partie qui l'a fourni. Les parties qui fournissent des renseignements confidentiels peuvent être priées d'en donner un résumé non confidentiel ou, si elles indiquent que ces renseignements ne peuvent pas être résumés, d'exposer les raisons pour lesquelles un résumé ne peut pas être fourni; toutefois, si la Commission juge qu'une demande de traitement confidentiel n'est pas justifiée et si la partie concernée n'est pas disposée à rendre les renseignements publics ou à autoriser leur divulgation en termes généraux ou sous forme de résumé, la Commission peut ne pas tenir compte des renseignements en question sauf s'il peut lui être démontré de manière convaincante, de sources appropriées, que les renseignements sont corrects.

Article 11. Plan d'ajustement. – Au cours de son enquête, la Commission signifie un avis suffisant aux représentants de la branche de production nationale concernée ou des autres parties concernées, pour qu'ils proposent un plan d'ajustement aux importations concurrentes, dans un délai de quarante-cinq (45) jours après réception de l'avis, sauf si le Secrétaire certifie que l'enquête est urgente, auquel cas le plan doit être proposé dans un délai de trente (30) jours.

Si la Commission détermine qu'il existe un dommage ou une menace de dommage, des engagements individuels concernant les moyens que les personnes et entités concernées entendent prendre pour faciliter un ajustement positif aux importations concurrentes sont présentés à la Commission a) par toute entreprise de la branche de production nationale, b) par tout syndicat accrédité ou reconnu, ou groupe de travailleurs accrédité ou reconnu, de la branche de production nationale, c) par toute collectivité locale, d) par toute association industrielle représentant la branche de production nationale, ou e) par toute autre personne ou groupe de personnes.

#### Règle 11. Plan d'ajustement

Règle 11.1 Durant son enquête, la Commission signifie un avis suffisant aux représentants de la branche de production nationale concernée ou autres parties concernées pour qu'ils proposent un plan d'ajustement aux importations concurrentes, dans un délai de quarante-cinq (45) jours civils après réception de l'avis.

Règle 11.2 Si le Secrétaire certifie que l'enquête est urgente, le plan d'ajustement doit être proposé dans un délai de trente (30) jours civils après réception de l'avis.

Règle 11.3 Si la Commission détermine qu'il existe un dommage grave ou une menace de dommage grave, des engagements individuels concernant les mesures que les personnes et entités concernées entendent prendre pour faciliter un ajustement positif aux importations concurrentes sont présentés à la Commission par:

Règle 11.3.a toute entreprise de la branche de production nationale,

Règle 11.3.b tout syndicat accrédité ou reconnu, ou groupe de travailleurs accrédité ou reconnu, de la branche de production nationale,

Règle 11.3.c toute collectivité locale,

Règle 11.3.d toute association industrielle représentant la branche de production nationale, et

Règle 11.3.e toute autre personne ou groupe de personnes susceptibles de bénéficier de l'imposition des mesures de sauvegarde.

Règle 11.4 Le plan d'ajustement donne une quantification précise de ses buts proposés et le détail des moyens que prendront la branche de production nationale et les autres parties concernées pour placer la branche de production nationale dans une position plus concurrentielle. Les buts sont présentés à l'aide d'indicateurs objectivement vérifiables portant sur la période pour laquelle des mesures de sauvegarde sont demandées. Les mesures d'une durée supérieure à un an font état des moyens particuliers que prendra la branche de production nationale pour chaque année de libéralisation progressive de la mesure. Le plan indique aussi un délai pour permettre à la Commission, au cours de la période précisée, de surveiller les résultats obtenus.

Article 12. Détermination de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave. – Lorsqu'elle détermine que l'accroissement des importations du produit considéré cause ou menace de causer un dommage grave à une branche de production nationale qui fabrique des produits similaires ou des produits directement concurrents, la Commission tient compte de tous les facteurs pertinents qui influent sur la situation de cette branche. Ces facteurs comprennent en particulier le rythme d'accroissement des importations du produit considéré et leur accroissement en volume, en termes absolus et relatifs, la part du marché intérieur absorbée par les importations accrues, les variations du niveau des ventes, la production, la productivité, l'utilisation de la capacité, les profits et pertes et l'emploi.

Cette détermination ne peut intervenir à moins que l'enquête ne démontre, sur la base d'éléments de preuve objectifs, l'existence du lien de causalité entre l'accroissement des importations du produit considéré et le dommage grave ou la menace de dommage grave à la branche de production nationale. Lorsque des facteurs autres qu'un accroissement des importations causent un dommage, ce dommage ne peut être imputé à un accroissement des importations.

Règle 12. Détermination de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave

Règle 12.1 Le Secrétaire et la Commission déterminent, aux stades respectifs de l'enquête menée par chacun, la présence et l'étendue du dommage grave ou de la menace de dommage grave à la branche de production nationale par suite de l'accroissement des importations du produit considéré, en se fondant sur des preuves positives, et ils exigent un examen objectif des aspects suivants, parmi d'autres:

Règle 12.1.a le rythme d'accroissement des importations du produit considéré et leur accroissement en volume, en termes absolus et relatifs;

Règle 12.1.b la part du marché intérieur absorbée par les importations accrues; et

Règle 12.1.c les variations du niveau des ventes, les prix, la production, la productivité, l'utilisation de la capacité, les profits et pertes et l'emploi de la branche de production nationale.

Le Secrétaire et la Commission, aux stades respectifs de l'enquête menée par chacun, évaluent les renseignements concernant le dommage et l'accroissement des importations et portant sur la période de cinq (5) ans qui a précédé la présentation de la demande. Si la demande a été présentée durant le deuxième semestre de l'année en cours, les renseignements portent sur les cinq (5) années antérieures et sur la période de l'année en cours pour laquelle il existe des renseignements statistiques. Toutefois, dans certains cas, la période pourra être écourtée afin de permettre la prise en compte d'autres facteurs propres à garantir l'à-propos de la période choisie, par exemple caractère saisonnier du produit, accessibilité de données ou possibilités de vérification des données.

Règle 12.2 Au moment de déterminer s'il y a ou non dommage grave, le Secrétaire et la Commission tiennent compte, aux stades respectifs de l'enquête menée par chacun, de tous les facteurs économiques qu'ils jugent pertinents, et notamment:

Règle 12.2.a l'importante mise en veilleuse d'installations productives de la branche de production nationale, y compris la fermeture d'usines ou la sous-utilisation de la capacité de production;

Règle 12.2.b l'incapacité d'un nombre important d'entreprises d'assurer une production intérieure en réalisant des bénéfices; et

Règle 12.2.c le chômage important ou le sous-emploi important dans la branche de production nationale.

Règle 12.3 La constatation d'une menace de dommage grave est fondée sur des faits et non simplement sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités. Au moment de déterminer s'il existe ou non une menace de dommage grave, le Secrétaire et la Commission tiennent compte, aux stades respectifs de l'enquête menée par chacun, des facteurs suivants, parmi d'autres:

Règle 12.3.a le rythme important d'accroissement des importations aux Philippines, indiquant la probabilité d'un accroissement appréciable des importations, notamment en raison de l'existence de lettres de crédit, de contrats d'approvisionnement et de vente, de l'adjudication d'un marché, d'une offre irrévocable ou autres ententes similaires;

Règle 12.3.b l'existence d'une capacité de production suffisante librement disponible, ou l'accroissement appréciable et imminent de la capacité de production, des exportateurs étrangers, y compris les conditions d'accès auxquelles ils font face sur les marchés de pays tiers, indiquant la probabilité d'un accroissement appréciable des exportations vers les Philippines;

Règle 12.3.c la baisse des ventes ou de la part de marché, et la tendance baissière de la production, des bénéfices, des salaires, de la productivité ou de l'emploi (ou l'accroissement du sous-emploi) dans la branche de production nationale, et l'incapacité de celle-ci de générer du capital pour la modernisation de ses équipements ou de maintenir les niveaux existants de dépenses consacrées à la recherche et au développement; et

Règle 12.3.d la croissance des stocks du produit faisant l'objet de l'enquête, qu'ils soient tenus par les producteurs, les importateurs, les grossistes ou les détaillants des Philippines.

Aucun de ces facteurs ne peut par lui-même constituer nécessairement un indice déterminant, mais la totalité des facteurs considérés doit conduire à la conclusion qu'un autre accroissement des importations est imminent et que, si des mesures de protection ne sont pas appliquées, il en résultera un dommage grave.



Règle 12.4 Au moment de déterminer s'il existe ou non une cause substantielle, le Secrétaire et la Commission tiennent compte, aux stades respectifs de l'enquête menée par chacun, des effets de l'accroissement des importations sur les facteurs et indices économiques se rapportant au dommage tels qu'ils auront été fournis par la branche de production nationale.

Règle 12.5 La mesure du dommage causé à la branche de production nationale par l'importation des produits est déterminée par le Secrétaire et la Commission, aux stades respectifs de l'enquête menée par chacun, après examen de toutes les preuves pertinentes. Cette détermination n'intervient pas à moins que l'enquête ne démontre, sur la base d'éléments de preuve objectifs, l'existence du lien de causalité entre l'accroissement des importations du produit considéré et le dommage grave ou la menace de dommage grave à la branche de production nationale. Tout facteur connu, autre que l'accroissement des importations du produit considéré, qui lui aussi nuit à la branche de production nationale, est également examiné, et le dommage causé par tel facteur ne doit pas être imputé à un accroissement des importations du produit considéré.

Règle 12.6 Les effets de l'accroissement des importations du produit considéré sont mesurés par rapport à la production nationale du produit similaire ou directement concurrent, par identification distincte de cette production, en fonction de critères tels que les procédés de production, les ventes et les bénéfices. Si ce n'est pas possible, les effets de l'accroissement des importations du produit considéré sont mesurés par examen de la production du groupe ou éventail de produits le plus étroit qui englobe le produit similaire ou directement concurrent pour lequel les renseignements nécessaires existent.

Article 13. Adoption de mesures définitives. – Après détermination positive, la Commission recommande au Secrétaire une mesure définitive appropriée, qui prend l'une des formes suivantes:

- a) la majoration du droit de douane appliqué au produit importé, ou l'imposition d'un tel droit de douane;
- b) la diminution du contingent tarifaire appliqué au produit, ou l'imposition d'un tel contingent;
- c) la modification ou l'imposition d'une restriction quantitative sur l'importation du produit aux Philippines;
- d) une ou plusieurs mesures requises d'ajustement, y compris l'application d'une aide à l'ajustement commercial;
- e) une combinaison des mesures décrites aux sous-alinéas a) à d).

La Commission peut également recommander d'autres mesures, notamment le lancement de négociations internationales en vue d'éliminer la cause fondamentale de l'accroissement des importations du produit, d'alléger le dommage ou la menace de dommage à la branche de production nationale et de faciliter l'ajustement positif aux importations concurrentes.

La mesure de sauvegarde générale est limitée à l'étendue nécessaire pour réparer ou empêcher le dommage et pour faciliter l'ajustement de la branche de production nationale aux effets préjudiciables directement attribués à l'accroissement des importations; sous réserve que si des restrictions quantitatives à l'importation sont utilisées, de telles mesures ne peuvent ramener les quantités importées au-dessous des importations moyennes des trois (3) dernières années représentatives, sauf s'il est clairement démontré qu'un niveau différent est nécessaire pour empêcher ou réparer un dommage grave.

Une mesure de sauvegarde générale ne peut être appliquée à l'égard d'un produit originaire d'un pays en développement si sa part des importations totales du produit considéré est inférieure à trois pour cent (3%), à condition toutefois que les pays en développement dont la part est inférieure à trois pour cent (3%) ne contribuent pas collectivement pour plus de neuf pour cent (9%) aux importations totales.

La décision imposant une mesure de sauvegarde générale dont la durée dépasse un (1) an est examinée à intervalles réguliers aux fins d'assouplir ou de réduire son intensité. La branche de production bénéficiant de l'application d'une mesure de sauvegarde générale doit faire état d'un ajustement positif à l'intérieur de la période admissible. Il est mis fin à une mesure de sauvegarde générale lorsque la branche de production qui en bénéficie ne peut faire état d'aucune amélioration, selon l'appréciation du Secrétaire.

Dans un délai de quinze (15) jours après avoir reçu le rapport, le Secrétaire délivre aux chefs des organismes publics concernés une directive écrite leur ordonnant d'appliquer la mesure de sauvegarde générale appropriée que détermine le Secrétaire.

Si la détermination finale est négative, ou si la garantie en espèces dépasse le droit définitif fixé à titre de sauvegarde, le Secrétaire délivre immédiatement au Commissaire des douanes, par l'entremise du Secrétaire aux Finances, dans un délai de dix (10) jours après la date de la détermination finale, une directive écrite autorisant le retour de la garantie en espèces, ou de son reliquat selon le cas, perçu antérieurement à titre de mesure de sauvegarde générale provisoire; toutefois, le gouvernement n'est redevable d'aucun intérêt sur la somme à retourner. Le Secrétaire ne peut, pendant un (1) an après la date d'une détermination négative, accepter pour examen une autre requête venant de la même branche de production, et portant sur les mêmes importations du produit considéré.

Si la mesure de sauvegarde définitive prend la forme d'une majoration des droits de douane, cette majoration n'est pas soumise ou limitée aux niveaux maximaux de droits de douane indiqués à l'article 401 a) du Code tarifaire et douanier des Philippines.

### Règle 13. Adoption de mesures définitives

#### Règle 13.1 Recommandation de la Commission:

Règle 13.1.a Après une détermination positive, la Commission recommande au Secrétaire une mesure définitive appropriée, qui prend l'une des formes suivantes:

- i) la majoration du droit de douane appliqué au produit importé, ou l'imposition d'un tel droit de douane;
- ii) la diminution du contingent tarifaire appliqué au produit, ou l'imposition d'un tel contingent;
- iii) la modification ou l'imposition d'une restriction quantitative sur l'importation du produit aux Philippines;
- iv) une ou plusieurs mesures requises d'ajustement, y compris l'application d'une aide à l'ajustement commercial;
- v) une combinaison des mesures décrites aux sous-alinéas i) à iv).

Règle 13.1.b La Commission peut également recommander d'autres mesures, notamment le lancement de négociations internationales en vue d'éliminer la cause fondamentale de l'accroissement des importations du produit, d'alléger le dommage ou la menace de dommage à la branche de production nationale et de faciliter l'ajustement positif aux importations concurrentes.

Règle 13.1.c La mesure de sauvegarde générale est limitée à l'étendue nécessaire pour réparer ou empêcher le dommage et pour faciliter l'ajustement de la branche de production nationale aux effets préjudiciables directement attribués à l'accroissement des importations; sous réserve que si des restrictions quantitatives à l'importation sont utilisées, de telles mesures ne peuvent ramener les quantités importées au-dessous des importations moyennes des trois (3) dernières années représentatives, sauf s'il est clairement démontré qu'un niveau différent est nécessaire pour empêcher ou réparer un dommage grave.

Le Secrétaire établit un mécanisme transparent pour la mise en application du régime de contingentement aux termes des présents RRA.

Règle 13.1.d Une mesure de sauvegarde générale ne peut être appliquée à l'égard d'un produit originaire d'un pays en développement si sa part des importations totales du produit considéré est inférieure à trois pour cent (3%), à condition toutefois que les pays en développement dont la part est inférieure à trois pour cent (3%) ne contribuent pas collectivement pour plus de neuf pour cent (9%) aux importations totales.

Règle 13.1.e Si la mesure de sauvegarde définitive prend la forme d'une majoration des droits de douane, cette majoration n'est pas soumise ou limitée aux niveaux maximaux de droits de douane indiqués à l'article 401 a) du Code tarifaire et douanier des Philippines.

## Règle 13.2 Détermination finale par le Secrétaire

Règle 13.2.a Dans un délai de quinze (15) jours civils après avoir reçu le rapport de la Commission, le Secrétaire prend une décision, en tenant compte des mesures recommandées par la Commission.

Règle 13.2.b Si la détermination est positive, le Secrétaire communique aux chefs des organismes publics concernés, dans un délai de deux (2) jours civils après avoir pris sa décision, une directive écrite leur demandant d'appliquer immédiatement la mesure de sauvegarde générale appropriée fixée par lui. Cependant, dans le cas des produits non agricoles, le Secrétaire établit d'abord que l'imposition de la mesure de sauvegarde sera conforme à l'intérêt public.

Règle 13.2.c Dans un délai de deux (2) jours civils après avoir pris sa décision, le Secrétaire ordonne également sa publication dans deux (2) journaux à grand tirage. Il remet aussi un double de son ordonnance au requérant et aux autres parties intéressées, que la décision soit positive ou négative.

## Règle 13.3 Avis au Secrétaire aux Finances

Règle 13.3.a Dans un délai de deux (2) jours civils après avoir pris la décision, le Secrétaire communique au Secrétaire aux Finances le double de l'ordonnance priant ce dernier d'ordonner au Commissaire des douanes de percevoir le droit définitif de sauvegarde ou, si la mesure de sauvegarde définitive prend la forme d'un contingent tarifaire ou d'une restriction quantitative, d'obliger l'importateur à présenter le visa ou l'autorisation d'importation se rapportant au produit considéré. Dans un délai de trois (3) jours civils après avoir reçu le double de l'ordonnance du Secrétaire, le Secrétaire aux Finances ordonne au Commissaire des douanes d'imposer le droit définitif de

sauvegarde ou d'obliger l'importateur à présenter le visa ou l'autorisation d'importation se rapportant au produit concerné.

Règle 13.3.b Il est obligatoire pour le Commissaire des douanes de délivrer au receveur des douanes, dans un délai de trois (3) jours civils après avoir reçu l'ordonnance du Secrétaire aux Finances, une directive lui ordonnant de procéder à l'évaluation finale du produit considéré. Il est également obligatoire pour le receveur des douanes de donner effet immédiatement aux directives du Commissaire des douanes dès qu'elles lui sont signifiées. À la première semaine de chaque mois, le Commissaire des douanes communique au Secrétaire, par l'entremise du Secrétaire aux Finances, un rapport certifié sur l'utilisation de la garantie en espèces et sur les droits de sauvegarde perçus au cours du mois antérieur.

Règle 13.3.c Lorsqu'une garantie en espèces a été déposée, cette garantie est appliquée au droit de sauvegarde qui a été fixé. En cas de conclusion négative, ou si la garantie en espèces dépasse le droit définitif de sauvegarde qui a été fixé, le reliquat est immédiatement retourné à l'importateur, dans un délai de dix (10) jours civils à compter de la date de la décision finale; mais le gouvernement n'est pas redevable d'intérêts sur la somme à retourner.

Article 14. Contenu du rapport de la Commission. – Eu égard à ses conclusions, la Commission présente au Secrétaire: a) le rapport d'enquête; b) les recommandations proposées; c) un double du plan d'ajustement présenté; et d) les engagements de la branche de production nationale de faciliter un ajustement positif aux importations concurrentes.

Le rapport comprend aussi une description des effets à court terme et à long terme de la recommandation positive ou négative, selon le cas, sur le requérant, sur les branches de production nationales, sur les consommateurs, sur les travailleurs et sur les collectivités où se trouvent les installations de production de telles branches.

Après avoir communiqué le rapport au Secrétaire, la Commission le diffuse dans le public à l'exception des renseignements confidentiels obtenus en vertu de l'article 10, et elle en publie un résumé dans deux (2) journaux à grand tirage.

#### Règle 14.1 Contenu du rapport de la Commission

Règle 14.1.a La Commission présente au Secrétaire: a) le rapport d'enquête; b) les recommandations proposées et les motifs de telles recommandations; c) un double du plan d'ajustement présenté; et d) les engagements de la branche de production nationale et autres parties concernées de faciliter un ajustement positif aux importations concurrentes.

Règle 14.1.b Le rapport comprend aussi une description des effets à court terme et à long terme de la recommandation positive ou négative, selon le cas, sur le requérant, sur les branches de production nationales, sur les consommateurs, sur les travailleurs et sur les collectivités où se trouvent les installations de production de telles branches.

#### Règle 14.2 Publication du rapport sommaire de la Commission

Après avoir communiqué le rapport au Secrétaire, la Commission le diffuse dans le public à l'exception des renseignements confidentiels obtenus en vertu de la Règle 10, et elle en publie un résumé dans deux (2) journaux à grand tirage.

Article 15. Limites de durée des mesures. – La durée de mesures prises en vertu des dispositions de la présente Loi relative aux mesures de sauvegarde générale ne peut dépasser quatre

(4) ans. Cette durée comprend la période, le cas échéant, au cours de laquelle une mesure de sauvegarde provisoire selon l'article 8 était en vigueur.

La durée effective d'une mesure de sauvegarde, y compris de ses prorogations selon l'article 19, ne peut au total dépasser dix (10) ans.

- 1) tout droit additionnel, ou tout droit imposé en vertu du présent article, peut être spécifique et/ou *ad valorem*. Il est fixé au montant nécessaire pour empêcher ou réparer le dommage à la branche de production nationale;
- 2) si une restriction quantitative est utilisée, cette mesure ne peut ramener les quantités importées au-dessous du niveau d'une période récente, c'est-à-dire au-dessous des importations moyennes des trois (3) dernières années représentatives pour lesquelles il existe des statistiques, sauf s'il est clairement démontré qu'un niveau différent est nécessaire pour empêcher ou réparer le dommage grave;
- 3) une mesure décrite à l'article 13 a), b) ou c) dont la durée effective dépasse un (1) an est éliminée graduellement à intervalles réguliers au cours de la période durant laquelle elle est en vigueur;
- 4) pendant une période de deux (2) ans après l'expiration de la mesure, le Secrétaire ne peut accepter aucune autre requête portant sur le même produit; toutefois, une mesure de sauvegarde qui a une durée maximale de cent quatre-vingt (180) jours peut être appliquée de nouveau au même produit:
  - i) si un (1) an au moins s'est écoulé depuis la date d'introduction de la mesure de sauvegarde; et
  - ii) si une telle mesure n'a pas été appliquée au même produit plus de deux fois au cours de la période de cinq (5) ans ayant précédé immédiatement la date d'introduction de la mesure.

#### Règle 15. Durée des mesures de sauvegarde générale

Règle 15.1 La durée de mesures prises en vertu des dispositions des présents RRA relatives aux mesures de sauvegarde générale ne peut dépasser quatre (4) ans. Cette durée comprend la période, le cas échéant, au cours de laquelle une mesure de sauvegarde provisoire selon l'article 8 était en vigueur.

Règle 15.2 La durée effective d'une mesure de sauvegarde, y compris de ses prorogations selon la règle 19, ne peut au total dépasser dix (10) ans.

Règle 15.3 Tout droit additionnel, ou tout droit imposé en vertu de la présente Règle, peut être spécifique et/ou *ad valorem*. Il est fixé au montant nécessaire pour empêcher ou réparer le dommage à la branche de production nationale.

Règle 15.4 Si une restriction quantitative est utilisée, cette mesure ne peut ramener les quantités importées au-dessous du niveau d'une période récente, c'est-à-dire au-dessous des importations moyennes des trois (3) dernières années représentatives pour lesquelles il existe des statistiques, sauf s'il est clairement démontré qu'un niveau différent est nécessaire pour empêcher ou réparer le dommage grave.

Règle 15.5 Une mesure décrite dans la Règle 13 dont la durée effective dépasse un (1) an est éliminée graduellement à intervalles réguliers au cours de la période durant laquelle elle est en vigueur.

Règle 15.6 La décision d'imposer une mesure de sauvegarde générale dont la durée dépasse un (1) an est révisée à intervalles réguliers aux fins d'assouplir ou de réduire son intensité. La branche de production qui bénéficie de l'application d'une mesure de sauvegarde générale doit montrer qu'un ajustement positif a été fait à l'intérieur de la période admissible. Il est mis fin à une mesure de sauvegarde générale lorsque la branche de production qui en bénéficie ne peut montrer aucune amélioration, selon l'appréciation du Secrétaire.

Règle 15.7 Le Secrétaire ne peut pas accepter pour examen, durant l'année qui suit la date de cette décision, une autre requête venant de la même branche de production et portant sur les mêmes importations du produit considéré.

Règle 15.8 Pendant une période de deux (2) ans après l'expiration de la mesure, le Secrétaire ne peut accepter aucune autre requête portant sur le même produit; toutefois une mesure de sauvegarde qui a une durée maximale de cent quatre-vingt (180) jours peut être appliquée de nouveau au même produit:

- i) si un (1) an au moins s'est écoulé depuis l'adoption de la mesure de sauvegarde; et
- ii) si une telle mesure n'a pas été appliquée au même produit plus de deux fois au cours de la période de cinq (5) ans ayant précédé immédiatement la date d'introduction de la mesure.

Article 16. Suivi. – Tant qu'une mesure prise en vertu de l'article 13 conserve son effet, la Commission suit les événements se rapportant à la branche de production nationale, notamment les progrès et les efforts accomplis par les travailleurs et les entreprises de la branche de production nationale en vue de procéder à un ajustement positif aux importations concurrentes.

- 1) Si la durée initiale d'une mesure prise en vertu de l'article 13 dépasse trois (3) ans, ou si une prorogation de cette mesure dépasse trois (3) ans, la Commission présente au Secrétaire un rapport sur les résultats du suivi, au plus tard à la date qui est à mi-chemin de la durée initiale, et de chaque prorogation, au cours de laquelle la mesure est en vigueur.
- 2) Pour la préparation de chaque rapport de suivi, la Commission tient une audition à laquelle les parties intéressées ont une possibilité raisonnable d'assister et au cours de laquelle elles peuvent présenter des éléments de preuve et se faire entendre.

Règle 16. Suivi de la branche de production nationale

Règle 16.1 Tant qu'une mesure prise en vertu de la Règle 13 conserve son effet, la Commission suit les événements se rapportant à la branche de production nationale, notamment les progrès et les efforts accomplis par les travailleurs et les entreprises de la branche de production nationale en vue de procéder à un ajustement positif aux importations concurrentes.

Règle 16.1.a Si la durée initiale d'une mesure prise en vertu de la Règle 13 dépasse trois (3) ans, ou si une prorogation de cette mesure dépasse trois (3) ans, la Commission présente au Secrétaire un rapport sur les résultats du suivi, au plus tard à la date qui est à mi-chemin de la période initiale, et de chaque prorogation, au cours de laquelle la mesure est en vigueur.

Règle 16.1.b Pour la préparation de chaque rapport de suivi, la Commission tient une audition à laquelle les parties intéressées, y compris le Ministère du travail et de l'emploi, ont une possibilité raisonnable d'assister et au cours de laquelle elles peuvent présenter des éléments de preuve et se faire entendre.

Article 17. Avis de mesure de sauvegarde générale. – Le Secrétaire informe le Comité des sauvegardes de l'Organisation mondiale du commerce:

- a) de sa décision d'engager des procédures se rapportant au dommage grave ou à la menace de dommage grave, et des motifs de cette décision;
- b) de sa décision d'introduire une mesure de sauvegarde générale provisoire à la suite d'une détermination préliminaire positive; et
- c) de sa décision d'appliquer ou de proroger une mesure de sauvegarde générale définitive à la suite d'une détermination finale positive.

Règle 17. Avis au Comité des sauvegardes de l'OMC

Le Secrétaire informe le Comité des sauvegardes de l'Organisation mondiale du commerce:

Règle 17.1 de sa décision d'engager des procédures se rapportant au dommage grave ou à la menace de dommage grave, et des motifs de cette décision;

Règle 17.2 de sa décision d'introduire une mesure de sauvegarde générale provisoire à la suite d'une détermination préliminaire positive; et

Règle 17.3 de sa décision d'appliquer ou de proroger une mesure de sauvegarde générale définitive à la suite d'une détermination finale positive.

Article 18. Réduction, modification et suppression d'une mesure. – Une mesure prise en vertu de l'article 13 peut être réduite, modifiée ou supprimée par le Secrétaire dans les seuls cas suivants:

- a) eu égard aux résultats du suivi indiqués dans le rapport présenté par la Commission en vertu de l'article 16, le Secrétaire juge que:
  - i) la branche de production nationale ne s'est pas suffisamment appliquée à effectuer un ajustement positif aux importations concurrentes; et
  - ii) l'évolution de la conjoncture a réduit l'efficacité de la mesure prise en vertu de l'article 13;
- b) la majorité des représentants de la branche de production nationale présentent au Secrétaire, au moins un (1) an avant l'expiration, une requête demandant telle réduction, modification ou suppression, au motif que la branche de production nationale a effectué un ajustement positif aux importations concurrentes.

Si la réduction, la modification ou la suppression est demandée pour une mesure qui a été appliquée pendant trois (3) ans ou moins, la branche de production requérante présente sa demande au Secrétaire. Le Secrétaire transmet la demande à la Commission, qui effectue une enquête en suivant les procédures prévues par l'article 9, enquête qui doit être achevée dans un délai de soixante (60) jours à compter de la réception de la demande. La Commission présente un rapport au

Secrétaire, qui prend alors une mesure après avoir pris en considération les conditions prévues par l'article 16 1) et 2), au plus tard trente (30) jours après la réception du rapport de la Commission.

#### Règle 18. Réduction, modification et suppression d'une mesure

Règle 18.1 Une mesure prise en vertu de la Règle 13 peut être réduite, modifiée ou supprimée par le Secrétaire dans les seuls cas suivants:

Règle 18.1.a Eu égard aux résultats du suivi indiqués dans le rapport présenté par la Commission en vertu de la Règle 16, il juge que:

- i) la branche de production nationale ne s'est pas suffisamment efforcée d'effectuer un ajustement positif aux importations concurrentes, à moins que la branche de production nationale ne démontre clairement au Secrétaire qu'aucun ajustement positif ne peut être effectué; et
- ii) l'évolution de la conjoncture a réduit l'efficacité de la mesure prise en vertu de la Règle 13.

Règle 18.1.b La majorité des représentants de la branche de production nationale présentent au Secrétaire, au moins un (1) an avant l'expiration, une requête demandant telle réduction, modification ou suppression, au motif que la branche de production nationale a effectué un ajustement positif aux importations concurrentes.

Règle 18.2 Si la réduction, la modification ou la suppression est demandée pour une mesure qui a été appliquée pendant trois (3) ans ou moins, la branche de production requérante présente sa demande au Secrétaire. Le Secrétaire transmet la demande à la Commission, qui effectue une enquête en suivant les procédures prévues par la Règle 9, enquête qui doit être achevée dans un délai de soixante (60) jours civils à compter de la réception de la demande. La Commission présente un rapport au Secrétaire, qui prend alors une mesure après avoir pris en considération les conditions prévues par la Règle 16, au plus tard trente (30) jours après la réception du rapport de la Commission.

Règle 18.3 En accord avec les dispositions des articles 2 et 5 de la LR 8800 et de la Règle 5 des présents RRA, le Secrétaire peut, de sa propre initiative, demander à la Commission de tenir une audition publique au cours de laquelle les parties intéressées auront la possibilité de présenter des éléments de preuve et d'être entendues, afin de déterminer la nécessité d'une réduction, d'une modification ou d'une suppression de la mesure prise en vertu de la Règle 13 des présents RRA.

#### Article 19. Prorogation et nouvelle application de la mesure de sauvegarde. –

- 1) Sous réserve de l'examen prévu par l'article 16, une prorogation de la mesure peut être demandée par le requérant si elle continue d'être nécessaire pour empêcher ou réparer le dommage grave et s'il y a lieu de croire que la branche de production nationale effectue un ajustement positif aux importations concurrentes.
- 2) Le requérant peut, au moins quatre-vingt-dix (90) jours avant l'expiration de la mesure, demander au Secrétaire d'en proroger la durée, en invoquant des motifs concrets à l'appui de cette demande et en présentant une description des ajustements effectués par la branche de production et du plan futur de la branche de production. Le Secrétaire transmet immédiatement la demande à la Commission. À la suite des procédures prévues par l'article 9, la Commission présente alors un rapport au Secrétaire, au plus tard soixante (60) jours après avoir reçu la demande. Dans un délai de sept (7) jours après avoir reçu le rapport, le Secrétaire prend une ordonnance



qui accepte ou rejette la requête. Si une prorogation est accordée, elle doit être plus libérale que la mesure initiale.

#### Règle 19. Prorogation et nouvelle application de la mesure de sauvegarde

Règle 19.1 Sous réserve de l'examen prévu par la Règle 16, une prorogation de la mesure peut être demandée par le requérant si elle continue d'être nécessaire pour empêcher ou réparer le dommage grave et s'il y a lieu de croire que la branche de production nationale effectue un ajustement positif aux importations concurrentes.

Règle 19.2 Le requérant peut, au moins quatre-vingt-dix (90) jours civils avant l'expiration de la mesure, demander au Secrétaire d'en proroger la durée, en invoquant des motifs concrets à l'appui de cette demande et en présentant une description des ajustements effectués par la branche de production et du plan futur de la branche de production. Le Secrétaire transmet immédiatement la demande à la Commission. À la suite des procédures prévues par la Règle 9, la Commission présente alors un rapport au Secrétaire, au plus tard soixante (60) jours après avoir reçu la demande. Dans un délai de sept (7) jours après avoir reçu le rapport, le Secrétaire prend une ordonnance qui accepte ou rejette la requête. Si une prorogation est accordée, elle doit être plus libérale que la mesure initiale.

Article 20 Évaluation de l'efficacité d'une mesure. – Après la suppression d'une mesure selon l'article 13, la Commission évalue l'efficacité des moyens pris par la branche de production nationale en vue de faciliter un ajustement positif aux importations concurrentes.

La Commission tient une audition publique sur l'efficacité de la mesure, au cours de laquelle toutes les parties intéressées ont la possibilité de présenter des éléments de preuve ou des témoignages.

#### Règle 20. Évaluation de l'efficacité de la mesure

Règle 20.1 Après la suppression d'une mesure selon la Règle 13, la Commission évalue l'efficacité des moyens pris par la branche de production nationale en vue de faciliter un ajustement positif aux importations concurrentes.

Règle 20.2 La Commission tient une audition publique sur l'efficacité de la mesure, au cours de laquelle toutes les parties intéressées ont la possibilité de présenter des éléments de preuve ou des témoignages.

### **CHAPITRE III**

#### **MESURES DE SAUVEGARDE SPÉCIALE POUR LES PRODUITS AGRICOLES**

Article 21. Pouvoir d'imposer la mesure de sauvegarde spéciale. – Le Secrétaire à l'agriculture prend un décret ministériel demandant au Commissaire des douanes, par l'entremise du Secrétaire aux Finances, d'imposer un droit additionnel spécial de sauvegarde sur un produit agricole, en conformité avec les obligations conventionnelles internationales des Philippines, si:

- a) soit le volume cumulatif des importations du produit au cours d'une année donnée dépasse son volume d'intervention, sous réserve des conditions énoncées à l'article 23 de la présente Loi;

- b) soit le prix effectif d'importation c.a.f. du produit est inférieur à son prix d'intervention, sous réserve des conditions énoncées à l'article 24 de la présente Loi.

#### Règle 21. Pouvoir d'imposer la mesure de sauvegarde spéciale

Règle 21.1 Le Secrétaire à l'agriculture prend un décret ministériel demandant au Commissaire des douanes, par l'entremise du Secrétaire aux Finances, d'imposer un droit additionnel spécial de sauvegarde sur un produit agricole (énuméré à l'annexe A), en conformité avec les obligations conventionnelles internationales des Philippines, si:

Règle 21.1.a soit le volume cumulatif des importations du produit au cours d'une année donnée dépasse son volume d'intervention, sous réserve des conditions énoncées à l'article 23 des présents RRA,

Règle 21.1.b soit le prix effectif d'importation c.a.f. du produit est inférieur à son prix d'intervention, sous réserve des conditions énoncées à l'article 24 des présents RRA.

Article 22. Introduction de procédures en vue d'une mesure de sauvegarde spéciale. – Toute personne, physique ou morale, peut demander au Secrétaire de vérifier si un droit spécial de sauvegarde peut être imposé à un produit donné, sous réserve des conditions énoncées à l'article 21 de la présente Loi. La demande doit comprendre des données propres à démontrer que le volume des importations d'un produit donné a dépassé son volume d'intervention ou que le prix d'importation c.a.f. d'un produit donné est tombé en deçà de son prix d'intervention. Le Secrétaire présente une conclusion dans un délai de cinq (5) jours ouvrables après avoir reçu la demande.

Le Secrétaire peut, de sa propre initiative, imposer une mesure de sauvegarde spéciale après qu'ont été remplies les conditions d'imposition de la mesure qui sont énoncées dans le présent chapitre.

#### Règle 22. Introduction de procédures portant sur une mesure de sauvegarde spéciale

Règle 22.1 Toute personne, physique ou morale, peut demander au Secrétaire de vérifier si un droit spécial de sauvegarde peut être imposé à un produit donné, sous réserve des conditions énoncées dans la Règle 21 des présents RRA.

Règle 22.2 La demande doit comprendre des données propres à démontrer que le volume des importations d'un produit donné a dépassé son volume d'intervention ou que le prix d'importation c.a.f. d'un produit donné est tombé en deçà de son prix d'intervention.

Règle 22.3 Le Secrétaire présente une conclusion dans un délai de cinq (5) jours ouvrables après avoir reçu la demande.

Règle 22.4 Le Secrétaire peut, de sa propre initiative, imposer une mesure de sauvegarde spéciale après qu'ont été remplies les conditions d'imposition de la mesure qui sont énoncées dans le présent chapitre.

Article 23. Détermination du droit spécial de sauvegarde selon le critère de volume. – Le droit spécial de sauvegarde dont l'imposition est autorisée au titre du critère de volume conformément à l'article 21 a) de la présente Loi est déterminé comme il suit:

- a) le volume d'intervention mentionné à l'article 21 a) de la présente Loi est le montant obtenu lorsque la variation du volume de la consommation intérieure annuelle du

produit agricole considéré, au cours des deux (2) années précédentes pour lesquelles il existe des données, est ajouté à:

- i) cent vingt-cinq pour cent (125%) du volume annuel moyen des importations du produit agricole considéré, sur les trois (3) années immédiatement précédentes pour lesquelles il existe des données, ci-après appelé le volume moyen d'importation, si la possibilité d'accès au marché est d'au plus dix pour cent (10%); ou
- ii) cent dix pour cent (110%) du volume annuel moyen d'importation, si la possibilité d'accès au marché dépasse dix pour cent (10%) sans être supérieur à trente pour cent (30%); ou
- iii) cent cinq pour cent (105%) du volume annuel moyen d'importation, si la possibilité d'accès au marché dépasse trente pour cent (30%).

Toutefois, si la variation du volume de la consommation intérieure mentionnée ci-dessus n'est pas prise en considération dans le calcul du volume d'intervention, le volume d'intervention est égal à cent vingt-cinq pour cent (125%) du volume moyen d'importation des trois (3) années immédiatement précédentes pour lesquelles il existe des données, sauf s'il est clairement démontré qu'un niveau différent est nécessaire pour empêcher ou réparer le dommage grave; et à condition par ailleurs que le volume d'intervention représente au moins cent cinq pour cent (105%) des importations moyennes du produit agricole considéré.

- b) Le droit spécial de sauvegarde à imposer sous réserve des conditions énoncées au titre du critère de volume est opportunément fixé à un niveau ne dépassant pas un tiers du droit de douane hors contingent applicable au produit agricole considéré, dans l'année où il est imposé; sous réserve que ce droit n'est appliqué que jusqu'à la fin de l'année au cours de laquelle il est imposé; sous réserve également que ce droit peut être réduit ou supprimé dans des cas spéciaux, par exemple lorsqu'il y a pénurie d'un produit agricole donné, selon l'appréciation du Secrétaire;
- c) Les volumes en transit des importations du produit agricole concerné au moment où le droit spécial de sauvegarde est imposé sont dispensés du droit additionnel. Toutefois, ces volumes sont comptés dans le calcul du volume cumulatif des importations dudit produit agricole pour l'année suivante.

#### Règle 23. Détermination du droit spécial de sauvegarde selon le critère de volume

Règle 23.1 Le droit spécial de sauvegarde dont l'imposition est autorisée au titre du critère de volume conformément à la Règle 21.1.a des présents RRA est déterminé comme il suit:

Règle 23.1.a Le volume d'intervention mentionné dans la Règle 21.1.a des présents RRA est le montant obtenu lorsque la variation du volume de la consommation intérieure annuelle du produit agricole considéré, au cours des deux (2) années précédentes pour lesquelles il existe des données, est ajouté à:

- i) cent vingt-cinq pour cent (125%) du volume annuel moyen des importations du produit agricole considéré, sur les trois (3) années immédiatement précédentes pour lesquelles il existe des données, ci-après appelé le volume moyen d'importation, si la possibilité d'accès au marché est d'au plus dix pour cent (10%); ou

- ii) cent dix pour cent (110%) du volume annuel moyen d'importation, si la possibilité d'accès au marché dépasse dix pour cent (10%) sans être supérieur à trente pour cent (30%); ou
- iii) cent cinq pour cent (105%) du volume annuel moyen d'importation, si la possibilité d'accès au marché dépasse trente pour cent (30%);

Toutefois, si la variation du volume de la consommation intérieure mentionnée ci-dessus n'est pas prise en considération dans le calcul du volume d'intervention, le volume d'intervention est égal à cent vingt-cinq pour cent (125%) du volume moyen d'importation des trois (3) années immédiatement précédentes pour lesquelles il existe des données, sauf s'il est clairement démontré qu'un niveau différent est nécessaire pour empêcher ou réparer le dommage grave; et à condition par ailleurs que le volume d'intervention représente au moins cent cinq pour cent (105%) des importations moyennes du produit agricole considéré.

Règle 23.1.b Le droit spécial de sauvegarde à imposer sous réserve des conditions énoncées au titre du critère de volume est opportunément fixé à un niveau ne dépassant pas un tiers du droit de douane hors contingent applicable au produit agricole considéré, dans l'année où il est imposé; sous réserve que ce droit n'est appliqué que jusqu'à la fin de l'année au cours de laquelle il est imposé; sous réserve également que ce droit peut être réduit ou supprimé dans des cas spéciaux, par exemple lorsqu'il y a pénurie d'un produit agricole donné, selon l'appréciation du Secrétaire.

Règle 23.1.c Les volumes en transit des importations du produit agricole concerné au moment où le droit spécial de sauvegarde est imposé sont dispensés du droit additionnel. Toutefois, ces volumes sont comptés dans le calcul du volume cumulatif des importations dudit produit agricole pour l'année suivante.

Article 24. Détermination du droit spécial de sauvegarde selon le critère de prix. – Le droit additionnel dont l'imposition est autorisée au titre du critère de prix conformément à l'article 21 b) de la présente Loi est déterminé comme il suit:

- a) le prix d'intervention mentionné à l'article 21 b) de la présente Loi est le prix effectif moyen d'importation c.a.f. ou le prix de référence applicable du produit agricole considéré, de 1986 à 1988, à moins qu'il ne soit clairement démontré qu'un prix de référence différent est nécessaire pour empêcher ou réparer le dommage grave. Le Secrétaire publie la liste des prix d'intervention correspondant à chacun des produits agricoles visés par la présente Loi, après avoir tenu des audiences publiques sur le sujet; et
- b) le droit spécial de sauvegarde à imposer sous réserve des conditions énoncées à l'article 21 b) de la présente Loi est calculé comme il suit:
  - i) zéro, si la différence de prix ne dépasse pas dix pour cent (10%) du prix d'intervention; ou
  - ii) trente pour cent (30%) du montant par lequel la différence de prix dépasse dix pour cent (10%) du prix d'intervention, si ladite différence dépasse dix pour cent (10%), mais ne dépasse pas quarante pour cent (40%) du prix d'intervention; ou
  - iii) cinquante pour cent (50%) du montant par lequel la différence de prix dépasse quarante pour cent (40%) du prix d'intervention, plus le droit additionnel imposé en vertu de l'article 24 b) ii), si ladite différence dépasse quarante pour

cent (40%), mais ne dépasse pas soixante pour cent (60%) du prix d'intervention; ou

- iv) soixante-dix pour cent (70%) du montant par lequel la différence de prix dépasse soixante pour cent (60%) du prix d'intervention, plus les droits additionnels imposés en vertu des articles 24 b) ii) et 24 b) iii), si ladite différence dépasse soixante pour cent (60%), mais ne dépasse pas soixante-quinze pour cent (75%) du prix d'intervention; ou
- v) quatre-vingt-dix pour cent (90%) du montant par lequel la différence de prix dépasse soixante-quinze pour cent (75%) du prix d'intervention; plus les droits additionnels imposés en vertu des articles 24 b) ii), 24 b) iii) et 24 b) iv), si ladite différence dépasse soixante-quinze pour cent (75%) du prix d'intervention.

Dans la mesure du possible, une mesure de sauvegarde spéciale déterminée en vertu des dispositions du présent article ne peut être appliquée lorsque le volume du produit agricole importé considéré est en baisse.

#### Règle 24. Détermination du droit spécial de sauvegarde selon le critère de prix

Règle 24.1 Le droit additionnel dont l'imposition est autorisée au titre du critère de prix conformément à la règle 21.1.b des présents RRA est déterminé comme il suit:

Règle 24.1.a le prix d'intervention mentionné dans la Règle 21.1.b des présents RRA est le prix effectif moyen d'importation c.a.f. ou le prix de référence applicable du produit agricole considéré, de 1986 à 1988, à moins qu'il ne soit clairement démontré qu'un prix de référence différent est nécessaire pour prévenir ou corriger le dommage grave. Le Secrétaire publie la liste des prix d'intervention correspondant à chacun des produits agricoles visés par la présente Loi, après avoir tenu des audiences publiques sur le sujet; et

Règle 24.1.b le droit spécial de sauvegarde à imposer sous réserve des conditions énoncées dans la règle 21.1.b des présents RRA est calculé comme il suit:

- i) zéro, si la différence de prix ne dépasse pas dix pour cent (10%) du prix d'intervention; ou
- ii) trente pour cent (30%) du montant par lequel la différence de prix dépasse dix pour cent (10%) du prix d'intervention, si ladite différence dépasse dix pour cent (10%), mais ne dépasse pas quarante pour cent (40%) du prix d'intervention; ou
- iii) cinquante pour cent (50%) du montant par lequel la différence de prix dépasse quarante pour cent (40%) du prix d'intervention, plus le droit additionnel imposé en vertu de l'article 24.1 b) ii), si ladite différence dépasse quarante pour cent (40%), mais ne dépasse pas soixante pour cent (60%) du prix d'intervention; ou
- iv) soixante-dix pour cent (70%) du montant par lequel la différence de prix dépasse soixante pour cent (60%) du prix d'intervention, plus les droits additionnels imposés en vertu des articles 24.1 b) ii) et 24.1 b) iii), si ladite différence dépasse soixante pour cent (60%), mais ne dépasse pas soixante-quinze pour cent (75%) du prix d'intervention; ou

- v) quatre-vingt-dix pour cent (90%) du montant par lequel la différence de prix dépasse soixante-quinze pour cent (75%) du prix d'intervention; plus les droits additionnels imposés en vertu des articles 24.1 b) ii), 24.1 b) iii) et 24.1 b) iv), si ladite différence dépasse soixante-quinze pour cent (75%) du prix d'intervention.

Dans la mesure du possible, une mesure de sauvegarde spéciale déterminée en vertu des dispositions du présent article ne peut être appliquée lorsque le volume du produit agricole importé considéré est en baisse.

Article 25. Produits agricoles sujets à des engagements en matière de volume d'accès minimal. – Le droit spécial de sauvegarde ne s'applique pas aux volumes du produit agricole importé considéré qui sont introduits dans le pays en vertu du mécanisme du volume d'accès minimal; sous réserve que ces volumes doivent être inclus dans le calcul du volume cumulatif des importations dudit produit agricole conformément à l'article 21 a) de la présente Loi.

Règle 25. Produits agricoles sujets à des engagements en matière de volume d'accès minimal

Règle 25.1 Le droit spécial de sauvegarde ne s'applique pas aux volumes du produit agricole importé considéré qui sont introduits dans le pays en vertu du mécanisme du volume d'accès minimal; sous réserve que ces volumes doivent être inclus dans le calcul du volume cumulatif des importations dudit produit agricole conformément à la Règle 21.1.a des présents RRA.

Article 26. Produits agricoles périssables et saisonniers. – Des périodes plus courtes et des prix de référence différents peuvent être utilisés dans la détermination de la mesure de sauvegarde spéciale applicable, compte tenu des caractéristiques spéciales des importations de produits agricoles périssables ou saisonniers.

Règle 26. Produits agricoles périssables et saisonniers

Règle 26.1 Des périodes plus courtes et des prix de référence différents peuvent être utilisés dans la détermination de la mesure de sauvegarde spéciale applicable, compte tenu des caractéristiques spéciales des importations de produits agricoles périssables ou saisonniers.

Article 27. Avis de mesure de sauvegarde spéciale. – Le Secrétaire veille à la transparence de l'administration de la mesure de sauvegarde en signifiant un avis écrit au Comité de l'agriculture de l'OMC, à l'avance dans la mesure du possible, mais en tout état de cause dans un délai de dix (10) jours à compter de la mise en application de telle mesure; sous réserve que, pour les produits agricoles périssables ou saisonniers, la notification est effectuée à compter de la première mesure d'une période quelconque.

L'avis indique les données pertinentes ou, selon ce qui peut être jugé nécessaire, les renseignements et les méthodes utilisés dans les cas où les variations des volumes de consommation doivent être attribuées à des lignes tarifaires individuelles sujettes à des mesures selon le chapitre III de la présente Loi.

Lorsqu'une mesure de sauvegarde spéciale est prise en vertu des dispositions de la présente Loi, le Secrétaire consulte les Membres intéressés de l'OMC et communique tous les renseignements utiles concernant les conditions de l'application de telle mesure.

Règle 27. Avis de mesure de sauvegarde spéciale

Règle 27.1 Le Secrétaire veille à la transparence de l'administration de la mesure de sauvegarde en signifiant un avis écrit au Comité de l'agriculture de l'OMC, à l'avance dans la mesure

du possible, mais en tout état de cause dans un délai de dix (10) jours à compter de la mise en application de telle mesure; sous réserve que, pour les produits agricoles périssables ou saisonniers, la notification est effectuée à compter de la première mesure d'une période quelconque.

Règle 27.2 L'avis indique les données pertinentes ou, selon ce qui peut être jugé nécessaire, les renseignements et les méthodes utilisés dans les cas où les variations des volumes de consommation doivent être attribuées à des lignes tarifaires individuelles sujettes à des mesures selon le chapitre III des présents RRA.

Règle 27.3 Lorsqu'une mesure de sauvegarde spéciale est prise en vertu des dispositions des présents RRA, le Secrétaire consulte les Membres intéressés de l'OMC et communique tous les renseignements utiles concernant les conditions de l'application de telle mesure.

Article 28. Durée des mesures de sauvegarde spéciale. – Les mesures de sauvegarde spéciale visant des produits agricoles cessent d'avoir effet avec la réforme de l'agriculture selon ce qui sera déterminé au sein de l'OMC. Par la suite, le recours aux mesures de sauvegarde est subordonné aux dispositions relatives aux mesures de sauvegarde générale prévues au chapitre II de la présente Loi.

Règle 28. Durée des mesures de sauvegarde spéciale

Règle 28.1 Les mesures de sauvegarde spéciale visant des produits agricoles cessent d'avoir effet avec la réforme de l'agriculture selon ce qui sera déterminé au sein de l'OMC. Par la suite, le recours aux mesures de sauvegarde est subordonné aux dispositions relatives aux mesures de sauvegarde générale prévues au chapitre II des présents RRA.

## **CHAPITRE IV**

### **DISPOSITIONS SPÉCIALES**

Article 29. Révision judiciaire. - Toute partie intéressée qui est préjudiciée par la décision du Secrétaire portant sur l'imposition d'une mesure de sauvegarde peut déposer auprès de la Cour d'appel des impôts une requête en révision de cette décision, dans un délai de trente (30) jours après qu'elle lui a été signifiée; sous réserve que le dépôt de cette requête en révision ne peut en aucun cas interrompre, suspendre ou annuler l'imposition ou la perception des droits tarifaires applicables, ou l'adoption d'autres mesures de sauvegarde nécessaires, selon le cas.

La requête en révision doit respecter les mêmes exigences, suivre les mêmes règles de procédure et être sujette aux mêmes dispositions que tout appel interjeté à la Cour d'appel à l'encontre d'une décision défavorable en matière fiscale.

Règle 29. Révision judiciaire

Règle 29.1 Toute partie intéressée qui est préjudiciée par la décision du Secrétaire portant sur l'imposition d'une mesure de sauvegarde peut déposer auprès de la Cour d'appel des impôts une requête en révision de cette décision, dans un délai de trente (30) jours après qu'elle lui a été signifiée; sous réserve que le dépôt de cette requête en révision ne peut en aucun cas interrompre, suspendre ou annuler l'imposition ou la perception des droits tarifaires applicables, ou l'adoption d'autres mesures de sauvegarde nécessaires, selon le cas.

Règle 29.2 La requête en révision doit respecter les mêmes exigences, suivre les mêmes règles de procédure et être sujette aux mêmes dispositions que tout appel interjeté à la Cour d'appel à l'encontre d'une décision défavorable en matière fiscale.

Article 30. Clause pénale. – Tout fonctionnaire ou employé de l'État qui néglige d'introduire, d'examiner et d'appliquer les mesures nécessaires prévues dans la présente Loi et dans ses règles et règlements d'application est coupable de manquement à sa charge et passible de renvoi de la fonction publique, accompagné d'une incapacité absolue d'occuper une charge publique.

#### Règle 30. Mesure disciplinaire

Règle 30.1 Les plaintes formulées en vertu de la présente Règle contre des fonctionnaires qui ont commis des manquements sont déposées auprès du Bureau de l'Ombudsman.

Règle 30.2 Tout fonctionnaire ou employé de l'État qui néglige d'introduire, d'examiner et d'appliquer les mesures nécessaires prévues dans la Loi sur les mesures de sauvegarde et dans les présents RRA est coupable de manquement à sa charge et passible de renvoi de la fonction publique, accompagné d'une incapacité absolue d'occuper une charge publique.

Article 31. Interdiction de recours simultanés à des mesures de sauvegarde. – Une mesure de sauvegarde générale selon le chapitre II de la présente Loi et une mesure de sauvegarde spéciale selon le chapitre III de la présente Loi ne peuvent être appliquées simultanément.

#### Règle 31. Interdiction de recours simultanés à des mesures de sauvegarde

Règle 31.1 Une mesure de sauvegarde générale selon le chapitre II des présents RRA et une mesure de sauvegarde spéciale selon le chapitre III des présents RRA ne peuvent être appliquées simultanément.

Article 32. Adoption de règles et règlements d'application. – Dans un délai de soixante (60) jours après l'entrée en vigueur de la présente Loi, le Ministère de l'agriculture et le Ministère du commerce et de l'industrie, après consultation avec le Ministère des finances, le Bureau des douanes, la Commission nationale de l'économie et du développement et la Commission tarifaire, et en concertation avec les branches de production nationales, et avec l'approbation du Comité parlementaire de surveillance, qui est établi en vertu de la présente Loi, promulguent les règles et règlements nécessaires pour donner effet à la présente Loi.

Article 33. Surveillance. – Est constitué un Comité parlementaire de surveillance composé des Présidents du Comité du commerce et de l'industrie, du Comité des voies et moyens et du Comité de l'agriculture du Sénat et de la Chambre des représentants, pour la surveillance de la mise en application de la présente Loi.

Article 34. Soutien du système administratif. – Dès l'entrée en vigueur de la présente Loi, toute somme qui pourra être nécessaire pour permettre au Ministère de l'agriculture, au Ministère du commerce et de l'industrie et à la Commission tarifaire d'exercer leurs fonctions efficacement sera inscrite dans la Loi générale de crédits.

Les organismes publics ci-dessus mentionnés sont autorisés à percevoir les redevances, impositions et droits de sauvegarde qui sont jugés nécessaires. Cinquante pour cent (50%) des recettes ainsi perçues seront consignées dans un Fonds de recours auquel pourront puiser ces organismes pour la mise en application des recours, notamment des mesures de sauvegarde. La moitié restante sera déposée dans un compte spécial du Trésor national et sera affectée à des mesures de renforcement de la compétitivité pour les branches de production touchées par l'accroissement des importations. L'emploi de ce compte sera déterminé par la Loi générale de crédits.



#### Règle 34. Soutien du système administratif

Règle 34.1 Le Ministère du commerce et de l'industrie (MCI), le Ministère de l'agriculture (MA) et la Commission instituent et désignent une unité spéciale au sein de leurs organismes qui exercera les fonctions se rapportant à l'imposition des mesures de sauvegarde.

Règle 34.2 Dès l'entrée en vigueur de la LR 8800, toute somme pouvant être nécessaire pour que le Ministère du commerce et de l'industrie, le Ministère de l'agriculture et la Commission exercent leurs fonctions avec efficacité sera incluse dans la Loi générale de crédits.

Règle 34.3 Les organismes publics ci-dessus mentionnés sont autorisés à percevoir les redevances, impositions et droits de sauvegarde qui sont jugés nécessaires. Cinquante pour cent (50%) des recettes ainsi perçues par le Ministère du commerce et de l'industrie, le Ministère de l'agriculture, la Commission et le Bureau des douanes seront consignées dans un Fonds de recours auquel pourront puiser ces organismes pour la mise en application des recours, notamment des mesures de sauvegarde. La moitié restante sera déposée dans un compte spécial du Trésor national et sera affectée à des mesures de renforcement de la compétitivité pour les branches de production touchées par l'accroissement des importations. L'emploi de ce compte sera déterminé par la Loi générale de crédits.

Règle 34.4 Selon ce que prévoient l'article 34 de la LR 8800 et la Règle 34.3 des présents RRA, le Secrétaire et la Commission fixent un montant raisonnable qui sera perçu à titre de droit de dépôt pour la conduite d'une enquête en matière de sauvegarde.

Règle 34.5 Le Ministère des finances, le Ministère du budget et de la gestion, le Ministère du commerce et de l'industrie, le Ministère de l'agriculture, le Bureau des douanes, le Trésor national et la Commission promulguent ensemble les procédures portant sur la création, la gestion et l'emploi du Fonds des recours.

Article 35. Aide aux agriculteurs et aux pêcheurs. – Afin que soient préservés et renforcés les intérêts des agriculteurs et des pêcheurs, la présente Loi n'a pas pour effet de modifier les dispositions de la Loi n° 8435 de la République, également appelée Loi sur la modernisation de l'agriculture et des pêches.

#### Règle 35. Aide aux agriculteurs et aux pêcheurs

Règle 35.1 Afin que soient préservés et renforcés les intérêts des agriculteurs et des pêcheurs, les présents RRA n'ont pas pour effet de modifier les dispositions de la Loi n° 8435 de la République, également appelée Loi sur la modernisation de l'agriculture et des pêches.

Article 36. Conditions d'application des mesures de sauvegarde. – Dans l'application d'une mesure de sauvegarde selon la présente Loi, les conditions suivantes doivent être observées:

- 1) toutes les mesures doivent être transparentes et ne doivent permettre aucun procédé anticoncurrentiel ou monopolistique ni aucune manipulation; et
- 2) conformément à la clause de non-réduction inscrite dans la Constitution, la présente Loi n'a pas pour effet de réduire les obligations énoncées dans les contrats d'approvisionnement existants.

Règle 36. Conditions d'application des mesures de sauvegarde

Règle 36.1 Dans l'application d'une mesure de sauvegarde selon les présents RRA, les conditions suivantes doivent être observées:

Règle 36.1.a toutes les mesures doivent être transparentes et ne doivent permettre aucun procédé anticoncurrentiel ou monopolistique ni aucune manipulation; et

Règle 36.1.b conformément à la clause de non-réduction inscrite dans la Constitution, les présents RRA n'ont pas pour effet de réduire les obligations énoncées dans les contrats d'approvisionnement existants qui ont été conclus avant le 9 août 2000 ou l'entrée en vigueur de la LR 8800.

Article 37. Clause de divisibilité. – Si une disposition de la présente Loi est jugée invalide, les autres dispositions conserveront leur plein effet.

Règle 37. Clause de divisibilité

Règle 37.1 Si une disposition des présents RRA est déclarée invalide par un tribunal compétent, le reste des présents RRA, ou toute disposition non touchée par une déclaration d'invalidité, conservera son plein effet.

Article 38. Clause d'abrogation. – Les lois, arrêtés, règles et règlements, ordonnances et décrets et autres instruments présidentiels qui sont incompatibles avec l'une quelconque des dispositions de la présente Loi sont abrogés ou modifiés en conséquence.

Règle 38. Clause d'abrogation

Règle 38.1 Les règles et règlements, ordonnances et décrets qui sont relatifs à l'imposition de mesures de sauvegarde et qui sont incompatibles avec l'une quelconque des dispositions de la présente Loi sont abrogés ou modifiés en conséquence.

Article 39. Clause d'entrée en vigueur. – La présente Loi entrera en vigueur quinze (15) jours après sa publication intégrale dans deux (2) journaux à grand tirage ou dans le Journal officiel, selon le premier de ces deux événements.

Règle 39.1 Le présent décret entrera en vigueur sept (7) jours après sa publication dans un (1) journal à grand tirage.

MANUEL A. ROXAS II  
Secrétaire, Ministère du commerce et de l'industrie

EDGARDO J. ANGARA  
Secrétaire, Ministère de l'agriculture

JOSE TRINIDAD PARDO  
Secrétaire, Ministère des finances

EMMANUEL T. VELASCO  
Président, Commission tarifaire

RENATO A. AMPIL  
Commissaire, Bureau des douanes

## ANNEXE A

### Liste des produits agricoles sur lesquels peut être imposé un droit spécial de sauvegarde

Code du SH      DÉSIGNATION

0101.11 00 Chevaux reproducteurs de race pure  
0101.19 00 Autres chevaux vivants  
0101.20 00 Ânes, mulets et bardots  
0102.10 00 Bovins reproducteurs de race pure  
0102.90 00 Bovins d'engraissement d'un poids n'excédant pas 300 kg  
0102.90 00 Autres animaux vivants de l'espèce bovine  
0103.91 20 Animaux vivants de l'espèce porcine pesant moins de 50 kg  
0103.92 20 Animaux vivants de l'espèce porcine d'un poids égal ou supérieur à 50 kg  
0104.20 92 Autres animaux vivants de l'espèce caprine  
0105.11 10 Poulets reproducteurs d'un poids n'excédant pas 185 g  
0105.11 90 Coqs et poules des espèces domestiques d'un poids n'excédant pas 185 grammes, autres que ceux de la sous-position n° 0105.11 10  
0105.12 10 Dindons reproducteurs d'un poids n'excédant pas 185 g  
0105.12 92 Autres dindons d'un poids n'excédant pas 185 g  
0105.19 10 Canards, oies et dindons destinés à la reproduction d'un poids n'excédant pas 185 g  
0105.19 92 Autres coqs et poules vivants d'un poids n'excédant pas 185 g  
0105.92 10 Poulets destinés à la reproduction d'un poids excédant 185 g mais n'excédant pas 2 000 g  
0105.92 20 Coqs de combat ou poulets mâles destinés aux combats de coqs, d'un poids excédant 185 g mais n'excédant pas 2 000 g  
0105.92 92 Autres coqs et poules des espèces domestiques d'un poids excédant 185 g mais n'excédant pas 2 000 g  
0105.93 10 Poulets destinés à la reproduction d'un poids excédant 2 000 g  
0105.93 20 Coqs de combat ou poulets mâles destinés aux combats de coqs, d'un poids excédant 2 000 g  
0105.93 92 Autres coqs et poules des espèces domestiques d'un poids excédant 2 000 g  
0105.99 12 Canards, oies, dindes et dindons, d'un poids excédant 185 g  
0105.99 92 Autres coqs et poules vivants d'un poids excédant 185 g  
0106.00 99 Autres animaux vivants, non précisés ailleurs  
0201.10 00 Carcasses et demi-carcasses des animaux de l'espèce bovine, fraîches ou réfrigérées  
0201.20 00 Autres morceaux non désossés des animaux de l'espèce bovine, frais ou réfrigérés  
0201.30 00 Viandes des animaux de l'espèce bovine, désossées, en coupes destinées à la transformation, fraîches ou réfrigérées  
0201.30 00 Viandes des animaux de l'espèce bovine, désossées, autres qu'en coupes destinées à la transformation, fraîches ou réfrigérées

Code du SH      DÉSIGNATION

0202.10 00 Carcasses et demi-carcasses d'animaux de l'espèce bovine, congelées  
0202.20 00 Autres coupes non désossées d'animaux de l'espèce bovine, congelées  
0202.30 00 Viandes des animaux de l'espèce bovine, désossées, en coupes destinées à la transformation, congelées  
0202.30 00 Viandes des animaux de l'espèce bovine, désossées, autre qu'en coupes destinées à la transformation, congelées  
0203.11 20 Carcasses et demi-carcasses des animaux de l'espèce porcine, fraîches ou réfrigérées  
0203.12 20 Jambons, épaules et leurs morceaux, non désossés, des animaux de l'espèce porcine, frais ou réfrigérés

0203.19 12 Poitrines de porc, fraîches ou réfrigérées  
 0203.19 22 Parties avant et morceaux de parties avant, frais ou réfrigérés  
 0203.19 92 Autres viandes des animaux de l'espèce porcine, autres que les poitrines de porc et les parties avant et morceaux de parties avant, fraîches ou réfrigérées  
 0203.21 20 Carcasses et demi-carcasses des animaux de l'espèce porcine, congelées  
 0203.22 20 Jambons, épaules et leurs morceaux, non désossés, des animaux de l'espèce porcine, congelés  
 0203.29 12 Poitrines de porc, congelées  
 0203.29 22 Parties avant et morceaux de parties avant, congelés  
 0203.29 92 Autres viandes des animaux de l'espèce porcine, autres que les poitrines de porc et les parties avant et morceaux de parties avant, congelées  
 0204.10 00 Carcasses et demi-carcasses d'agneau, fraîches ou réfrigérées  
 0204.21 00 Carcasses et demi-carcasses des animaux de l'espèce ovine, fraîches ou réfrigérées  
 0204.22 00 Autres morceaux non désossés des animaux de l'espèce ovine, frais ou réfrigérés  
 0204.23 00 Viandes des animaux de l'espèce ovine, désossées, fraîches ou réfrigérées  
 0204.30 00 Carcasses et demi-carcasses d'agneau, congelées  
 0204.41 00 Carcasses et demi-carcasses des animaux de l'espèce ovine, congelées  
 0204.42 00 Autres morceaux non désossés des animaux de l'espèce ovine, congelés  
 0204.43 00 Viandes des animaux de l'espèce ovine, désossées, congelées  
 0204.50 20 Viandes des animaux de l'espèce caprine, fraîches, réfrigérées ou congelées  
 0205.00 00 Viandes des animaux des espèces chevaline, asine ou mulassière, fraîches, réfrigérées ou congelées  
 0206.10 00 Abats comestibles des animaux de l'espèce bovine, frais ou réfrigérés  
 0206.21 00 Langues des animaux de l'espèce bovine, congelées  
 0206.22 00 Foies des animaux de l'espèce bovine, congelés  
 0206.29 00 Autres abats comestibles des animaux de l'espèce bovine, congelés  
 0206.30 00 Abats comestibles des animaux de l'espèce porcine, frais ou réfrigérés  
 0206.41 00 Foies des animaux de l'espèce porcine, congelés  
 0206.49 00 Autres abats comestibles des animaux de l'espèce porcine, congelés  
 0206.80 00 Abats comestibles des animaux des espèces ovine, caprine, chevaline, asine ou mulassière, frais ou réfrigérés  
 0206.90 00 Abats comestibles des animaux des espèces ovine, caprine, chevaline, asine ou mulassière, congelés  
 0207.11 20 Poulets et canards non découpés, frais ou réfrigérés  
 0207.12 20 Coqs et poules des espèces domestiques, non découpés en morceaux, congelés  
 0207.13 20 Morceaux et abats de coqs et poules des espèces domestiques, frais ou réfrigérés  
 0207.14 12 Foies de coqs et poules des espèces domestiques, congelés  
 0207.14 92 Autres morceaux et abats de coqs et poules, congelés

#### Code du SH      DÉSIGNATION

0207.24 20 Dindes et dindons, non découpés en morceaux, frais ou réfrigérés  
 0207.26 20 Morceaux et abats (y compris les foies) de dindes et dindons, frais ou réfrigérés  
 0207.27 12 Foies de dindes et dindons, congelés  
 0207.32 12 Canards, non découpés en morceaux, frais ou réfrigérés  
 0207.32 22 Oies et pintades non découpées en morceaux, fraîches ou réfrigérées  
 0207.33 20 Canards, oies et pintades non découpés en morceaux, congelés  
 0207.34 20 Foies gras d'oies ou de canards, frais ou réfrigérés  
 0207.35 20 Morceaux et abats de canards, d'oies ou de pintades, frais ou réfrigérés  
 0207.36 12 Foies gras d'oies ou de pintades, congelés  
 0207.36 92 Morceaux et abats, autres que les foies, de canards, d'oies ou de pintades, congelés  
 0208.10 00 Autres viandes et abats comestibles de lapins ou de lièvres, frais, réfrigérés ou congelés

0208.20 00 Cuisses de grenouilles, fraîches, réfrigérées ou congelées  
0208.90 00 Autres viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés  
0210.11 20 Jambons, épaules et leurs morceaux, non désossés, des animaux de l'espèce porcine, salés ou en saumure, séchés ou fumés  
0210.12 20 Poitrines (entrelardées), et leurs morceaux, des animaux de l'espèce porcine, salés ou en saumure, séchés ou fumés  
0210.19 20 Autres viandes et abats comestibles des animaux de l'espèce porcine, salés ou en saumure, séchés ou fumés  
0210.20 00 Viandes des animaux de l'espèce bovine, salées ou en saumure, séchées ou fumées  
0210.90 10 Dés de poulet séchés congelés  
0210.90 92 Viandes et abats comestibles d'autres animaux, y compris les farines et poudres comestibles de viandes ou d'abats, salés ou en saumure, séchés ou fumés  
0701.10 00 Pommes de terre de semence  
0701.90 20 Pommes de terre, fraîches ou réfrigérées, autres que les pommes de terre de semence  
0703.10 20 Oignons et échalotes, frais ou réfrigérés  
0703.20 20 Aulx, frais ou réfrigérés  
0704.90 12 Choux  
0704.90 90 Choux frisés, choux-raves et produits comestibles similaires du genre Brassica, à l'état frais ou réfrigéré  
0714.10 00 Racines de manioc, fraîches ou séchées, même débitées en morceaux ou agglomérées sous forme de pellets  
0714.20 00 Patates douces, fraîches ou séchées, même débitées en morceaux ou agglomérées sous forme de pellets  
0901.11 20 Café non torréfié, non décaféiné  
0901.12 20 Café non torréfié, décaféiné  
0901.21 20 Café torréfié, non décaféiné  
0901.22 20 Café torréfié, décaféiné  
0901.90 20 Coques et pellicules de café: succédanés du café contenant du café, en n'importe quelle préparation  
1001.90 10 Blé utilisé comme fourrage

Code du SH      DÉSIGNATION

1002.00 00 Seigle  
1003.00 00 Orge  
1004.00 00 Avoine  
1005.10 00 Maïs de semence  
1005.90 10 Maïs soufflé  
1005.90 92 Maïs autre que le maïs de semence  
1007.00 00 Sorgho à grains  
1008.90 00 Autres céréales  
1103.11 10 Semoules de blé dur  
1103.11 90 Gruaux et semoules de froment autres que les semoules de blé dur  
1103.13 00 Gruaux et semoules de maïs  
1103.21 00 Pellets de blé  
1104.22 00 Grains travaillés d'avoine  
1104.23 00 Grains travaillés de maïs  
1109.00 00 Gluten de froment (blé), même à l'état sec  
1601.10 00 Saucisses de toutes sortes, en contenants hermétiques ou non  
1601.10 00 Produits similaires aux saucisses, de viande, d'abats ou de sang; préparations alimentaires à base de ces produits  
1602.10 20 Préparations homogénéisées de viande et d'abats comestibles

1602.20 20 Foies de tous animaux, préparés ou en conserve  
 1602.31 12 Viandes ou abats de dindes et dindons, préparés ou en conserve, en contenants hermétiques  
 1602.31 92 Viandes ou abats de dindes et dindons, préparés ou en conserve, autres qu'en contenants hermétiques  
 1602.32 12 Viandes ou abats de coqs et poules, des espèces domestiques, préparés ou en conserve, en contenants hermétiques  
 1602.32 92 Viandes ou abats de coqs et poules, des espèces domestiques, préparés ou en conserve, autres qu'en contenants hermétiques  
 1602.39 12 Viandes ou abats de volailles, autres que les dindes et les coqs et poules, des espèces domestiques, préparés ou en conserve, en contenants hermétiques  
 1602.39 92 Viandes ou abats de volailles, autres que les dindes et les coqs et poules, des espèces domestiques, préparés ou en conserve, autres qu'en contenants hermétiques  
 1602.41 12 Jambons et leurs morceaux, des animaux de l'espèce porcine, préparés ou en conserve, en contenants hermétiques  
 1602.41 92 Jambons et leurs morceaux, des animaux de l'espèce porcine, préparés ou en conserve, autres qu'en contenants hermétiques  
 1602.42 20 Épaules et leurs morceaux, des animaux de l'espèce porcine, préparés ou en conserve  
 1602.49 20 Autres viandes et abats, préparés ou en conserve, des animaux de l'espèce porcine, y compris les mélanges  
 1602.50 00 Viandes et abats des animaux de l'espèce bovine, préparés ou en conserve, en contenants hermétiques  
 1602.50 00 Viandes et abats des animaux de l'espèce bovine, préparés ou en conserve, autres qu'en contenants hermétiques

Code du SH      DÉSIGNATION

1602.90 12 Autres viandes et abats préparés ou en conserve, y compris les préparations de sang de tous animaux, en contenants hermétiques, non mentionnés ailleurs  
 1602.90 92 Autres viandes et abats préparés ou en conserve, y compris les préparations de sang de tous animaux, autres qu'en contenants hermétiques, non mentionnés ailleurs  
 1701.11 20 Sucre de canne, brut, avec addition d'aromatisants ou de colorants  
 1701.12 20 Sucre de betterave, brut, sans addition d'aromatisants ou de colorants  
 2101.11 20 Extraits, essences et concentrés de café et préparations à base de café  
 2101.12 20 Ces extraits, essences ou concentrés ou à base de café  
 2302.10 00 Sons, remoulages et autres résidus, même agglomérés sous forme de pellets, du criblage, de la mouture ou d'autres traitements du maïs  
 2303.10 00 Résidus d'amidonnerie et résidus similaires

Fondé sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, Code tarifaire et douanier des Philippines, volume 1, juin 2000

---